FRONTISME (voir p.4)

Révolution Internationale

janvier 1978

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

mensuel n°45

2ff 20FB/1,5FS/50CTS CAN.

sommaire

GUERRE OU REVOLUTION

La crise du capitalisme pose d'une façon de plus en plue aiguë l'alternative guerre ou révolution. Cela est vrai d'un point de vue général, historique, mais non d'un point de vue du déroulement immédiat des événements. De cette manière, les deux termes de l'alternative n'évoluent pas de pair, de front dans un même sens, mais "s'excluent", l'un se développant aux dépens de l'autre. Le développement de la lutte de classe éloigne l'éventualité de la guerre, mais réciproquement, le rapprochement de la menace de la guerre signifie l'affaiblissement de la lutte de classe.

En se réveillant d'un long engourdissement, produit de SO ans de contre-révolution, le prolétariat a fait trembler à nouveau son ennemi de classe et réouvert à l'humanité la perspective de son émancipation par la révolution prolétarienne. France 68, Italie 69, Pologne 70-71, Espagne 72, sont autant de jalons qui marquent le renouveau et la mon tée des luttes de la classe ouvrière.

L'utilisation par la bourgeoisie de toutes les armes de la mystification démocratique et particulièrement du somnifère électoral administré à dose répétée et systématique a permis par la suite d'enfermer le prolétariat des métropoles impérialistes dans une camisole idéologique qui a freiné sa marche en avant et est à l'origine du creux relatif de la lutte de classe aujourd'hui.

La situation de l'Espagne où les antidotes démocratiques ont momentanément paralysé une des fractions les plus combatives de la classe ouvrière mondiale est significative de l'évolution du présent rapport de force prolétariat bourgeoisie. Il reste, et s'est même renforcé, en faveur de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'on peut comprendre et qu'on doit expliquer la tendance au renforcement de l'Etat comme l'a montré le succès de la mystification anti-terroriste en Europe destinée à justifier et à masquer le renforcement de la terreur démocratique des gouvernements,. et d'autre part, l'accentuation de la menace de la solution bourgeoise à la crise : la guerre impérialiste.

Le décalage entre l'approfondissement de la crise et le développement de la prise de conscience du prolétariat s'accentue. Cela ne signifie pas que la perspective soit aujourd'hui à la guerre et que le prolétariat soit vaincu. Ce décalage participe du retard général de la conscience sur la réalité matérielle maie il est considérablement aggravé par le poids des mystifications bourgeoises sur un prolétariat jeune payant le prix de son inexpérience issue de 50 ans de contre-révolution. Le développement de la prise de conscience n'est pas un processus linéaire, mais progresse par bonds comme la lutte elle-même qui manifeste ses flux et reflux dans un cours général de montée.

La capacité du prolétariat à rétablir un rapport de force plus favorable dépend de sa capacité à se débarrasser par la lutte des muselières idéologiques du capital que sont les illusions nationalistes, électoralistes, syndicalistes, etc.. Sa capacité à lutter de façon consciente et décidée ,à tirer les leçons de ses échecs et de ses reculs pour y puiser de nouvelles forces, peut faire seule surgir la perspective de la Révolution Communiste et éloigner le spectre d'un nouvel holocauste impérialiste.

MOYEN-ORIENT

LA PAIX: UN PAS VERS LA GUERRE

• Sadate à Jérusalem, Dayan au Caire, sous les acclamations des foules israéliennes et égyptiennes, liées par un même enthousiasme pacifiste, le tout retransmis en direct par les chaînes de télévision du monde entier est salué par les commentateurs politiques du bloc occidental, comme étant l'initiative d'un homme au courage exemplaire.

La presse bourgeoise nous ferait presque croire au miracle et Sadate nous est présenté comme s'il sortait tout droit d'un "conte des mille et une nuits". Et l'on peut se poser des questions lorsque nous voyons les ennemis irréductibles d'hier : le colonel Sadate responsable de la guerre du Kippour, le général Begin leader du nationalisme israélien, ou le général Dayan vainqueur de la guerre des six jours se transformer en émissaires de la paix. Par le coup de quelle"baguette magique" les faucons sont-ils devenus colombes ?

La "baguette magique" a un nom : impérialisme, et celui qui la tient n'a rien d'une fée. Derrière la prétendue surprise de l'initiative individuelle de Sadate se cache une opération publicitaire spectaculaire soigneusement préparée depuis des mois durant lesquels les Drises de contact se sont succédé afin de rendre possible ce voyage.

Après les piétinements de la "diplomatie des petits pas", de Mr Kissinger, l'échec d'une première tentative pour réunir une Conférence de Genève, les diplomates inauqurent la diplomatie du "tapis volant", qui donne une auréole de merveilleux à la diplomatie de marchand de tapis qui se perpétue afin de parvenir à un règlement négocié entre les différents pays qui, naguère, à quatre reprises, en ont décousu.

oOo

Le conflit du Moyen-Orient entre Israël et les pays arabes correspondait naguère à la réalité de la rivalité entre les deux blocs impérialistes antagonistes. La volte-face de l'Egypte en 1973 gui, en renvoyant les conseillers soviétiques, s'est mise sous la tutelle américaine, et le retournement de la Syrie durant les affrontements sanglants du Liban, qui, en s'intégrant au bloc occidental, voit renaître le mythe de la grande Syrie en se voyant reconnaître son influence sur le Liban, la Jordanie et les Palestiniens, ont marqué le recul de l'impérialisme russe gui s'est vu expulsé de la zone du conflit.

Aujourd'hui, tous les pays qui s'affrontaient hier appartiennent à un même bloc et voient donc sérieusement dimi-

(suite page 5)

L'OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE

• Le "démocrate français""libéral avancé" récidive. Après le "soutien amical" à la chasse aux sorcières des flics de l'Allemagne socialiste, l'extradition de Croissant. il propose, le 6 décembre, au Conseil de l'Europe. La création d'un "espace judiciaire""communautaire"destiné à "étendre la solidarité communautaire à un nouveau domaine" : celui de la lutte contre les crimes"graves"(sic) Puis, le 12 décembre, il "demande"au secrétariat général de la défense nationale de renforcer"ses moyens d'investigation et d'appréciation des menaces qui peuvent affecter la sécurité générale du territoire". Et, pendant la même période, il prend directement la tête de toute une campagne contre les grèves de l'EDF tendant à présenter les grévistes comme des espèces de saboteurs, uniquement préoccupés de porter tort aux "malades des cliniques" et à "l'économie du pays" et brandissant le glaive menaçant de la réquisition. Ces faits s'inscrivent en réalité dans une offensive de la bourgeoisie européenne en vue de renforcer ses positions face aux sursauts prévisibles de la lutte de classe. Le gouvernement français n'est pas à la traîne dans cette action. L'ensemble des mesures administratives, judiciaires et policières étaient en gestation depuis plusieurs mois ou années: la prise de conscience de la bourgeoisie n'a pas attendu l'affaire Schleyer. Par contre, le battage actuel a essentiellement une fonction idéologique : celle de justifier auprès de l'"opinion publique" la nécessité de telles mesures. Evidemment, la gauche gémit et proteste"violation des droits de l'homme !","chasse aux sorcières!", "atteinte au droit de grève!", "menace contre les libertés démocratiques si chèrement acquises!"etc. Mais on sait ce que vaut cette indignation. Dans la répression, la lutte contre la classe ouvrière, l'écrasement des grèves, le PC et le PS ont fait largement leurs preuves. L'ex-ministre de l'intérieur et de la justice pendant la guerre d'Algérie, Mitterrand s'y connaît en répression légale ou non. Les réquisitions des ministres socialistes valaient bien celles de la droite. Le PC est passé maître dans l'art de magnifier les mascarades judiciaires les plus ignobles comme les "procès de Moscou" et de brandir le verbe et la matraque contre les "hitléro-trotskystes saboteurs de l'économie nationale". On sait donc ce qu'il faut attendre de la gauche quand elle sera de nouveau au pouvoir. Mais sa sale besogne est depuis longtemps commencée. Et, si la bourgeoisie française peut se permettre aujourd'hui cette offensive, c'est que la classe ouvrière a été momentanément réduite à une apathie dont la gauche a été le principal artisan : d'abord avec son union qui a dévoyé son mécontentement en mobilisant les espérances, ensuite avec sa rupture qui l'a plongée dans le désarroi, toujours grâce à son appareil syndical qui s'est employé systématiquement à saboter la moindre velléité de lutte sérieuse. Dans l'article qui suit, on peut voir comment les manoeuvres syndicales ont constitué l'exact pendant et le relai indispensable de l'offensive giscardienne contre les travailleurs de l'EGF (voir p. 2).

UN PROGRAMME GAUCHISTE DE RENFORCEMENT DE L'ETAT

• "Le PC dit : pas de licenciement sans reclassement ? Nous, nous disons : pas de licenciement du tout ! Le PC dit : non à l'austérité ? Nous, nous disons : non à l'austérité, même de gauche". Voici comment, par l'esprit, se termine la plateforme électorale 78 des "trotskystes". Nous ne sommes pas étonnés, venant de partis capitalistes, d'y reconnaître d'emblée ce goût de la surenchère et cette propension à touiours se présenter comme une alternative radicale par rapport au voisin politique, tout à fait typiques des moeurs démocratiques de la bourgeoisie. Inévitablement, la nature mercantile du mode de production capitaliste se retrouve au niveau de son expression politique. Ecoeurante démocratie bourgeoise oui, pour la galerie, exalte la souveraineté populaire mais qui, en son moi profond, n'a que mépris pour la plèbe besogneuse, masse de bulletins de vote ignare, inaccessible au sens élevé des affaires politiques. Le trait est si caractéristique que, lorsqu'on s'y trouve publiquement confronté, on ne peut longtemps hésiter: c'est la nature bourgeoise qui se manifeste. Un exemple. Nous étions allés, en septembre dernier, à la fête de LO à Bordeaux, pour intervenir dans une tribune précisément appelée par rapport à la question électorale. Nous y avons affirmé et argumenté les positions de classe. Les trotskystes nous ont répondu que nous n'avions aucun sens de la politique, parce que nous ne savions jamais profiter des micros offerts nar la bourgeoisie, et que, de toutes façons, la question n'était pas là. En effet, nous l'avons compris par la suite, la question était de discuter avec les représentants de la LCR de la cuisine électorale tactique face à la qauche désunie. Cuisine, marchandages, tractations, c'est bien ça le sens bourgeois de la politique.

A trois mois de l'échéance législative, l'orgie électorale se précise sensiblement. Chirac rencontre Giscard, les chefs politiques font la tournée des popotes, les sondages tombent en casca-

(suite page i)

POLISARIO

L'IMPERIALISME FRANCAIS A L'OEUVRE

• "Il n'est pas déraisonnable de penser qu'une action puisse s'avérer nécessaire... afin d'assurer, hors du territoire national, la protection, s'ils se trouvent gravement menacés, de nos intérêts ou de nos compatriotes" (Yvon Bourges).

Il semble bien, s'il faut en croire les déclarations du Polisario et le silence délibéré du gouvernement français que "l'action" ait pris la forme de bombardements d'une colonne de cette organisation. A l'heure de "boucler" notre journal, nous disposons encore de peu d'informations mais il apparaît que l'impérialisme français vient encore d'intensifier son engagement en Afrique où "ses intérêts" à protéger ne sont pas négligeables et où il se fait fondé de pouvoir de son maître -l'impérialisme américain.

Ainsi, tout le battage sur les "otages" trouve son explication: préparer l'opinion à une intervention accrue de la France contre le Polisario, c'est-à-dire à une plus grande participation aux conflits inter-impérialistes entre le bloc russe et le bloc américain.

Gauche et gauchistes protestent et dénoncent les "menées Impérialistes" de la France en Afrique. Mais leurs déclamations sont pure hvpocrisie. En effet, si, auiourd'hui, le capital français intensifie son rôle de gendarme au-delà de ses frontières, c'est qu'il sait qu'à l'Intérieur, la classe ouvrière ne va pas réagir dans l'Immédiat, et cela grâce, en bonne partie, au remarquable travail de démobilisation de cette gauche et de ses rabatteurs gauchistes.

Les révolutionnaires dénoncent l'entreprise impérialiste du capital français. Mais ils dénoncent aussi toutes les autres menées impérialistes, en particulier celles qui tentent de mobiliser le prolétariat algérien derrière les intérêts d'un des blocs. Face aux préparatifs de guerre de la bourgeoisie mondiale :

- internationalisme prolétarien : dénonciation de toute forme de nationalisme !
- lutte de classe intransigeante : l'ennemi est dans notre pays !

RAPPORT SUR LA SITUATION EN FRANCE

• Nous donnons dans le présent journal la suite du rapport sur la situation en France. La première partie (RI N° 44) montrait comment l'accélération de la crise économique "a précipité non l'effritement mais le renforcement des blocs". Cette dernière partie brosse un tableau des contradictions de plus en plus insolubles des fractions de droite et de gauche de la bourgeoisie; dans un tel contexte, où en est la lutte de classe en France ?

• C'est seulement plusieurs années après être entrée dans la crise économique que la France se trouve secouée par la crise politique :

- une scission au sein même de l'appareil d'Etat sur la question brûlante de l'ampleur et du rythme des mesures de capitalisme d'Etat à appliquer -laquelle se répercute au sein des directoires des grandes firmes françaises. Au pouvoir depuis une vingtaine d'années, les forces gaullistes et post-gaullistes ont subi une forte usure politique, une baisse du prestige obtenu à l'apogée de la reconstruction, perdu avec l'approfondissement de la crise. Représentant du grand capital et du capital financier, le pouvoir s'appuie sur une masse électorale composée des couches enfermées dans l'immobilisme social. De la sorte, il n'a pu prendre que quelques timides mesures de lutte contre les secteurs de la petite production.

- une perte d'importants appuis politiques qui déplorent là une gestion au-dessous des moyens à mettre en oeuvre pour contrôler la situation. Le besoin d'imposer une austérité plus draconienne et d'intensifier l'offensive contre la classe ouvrière se font jour. Selon le président du CNPF, le patronat doit avoir les mains libres pour sa politique salariale et licencier. Selon l'ex-président Pinay, le plan Barre aurait dû être plus brutal de façon à convaincre que l'heure des sacrifices avait sonné. Sur le marché financier de la Bourse de Paris, la publication du plan Barre a provoqué la déroute du "mardi noir", 12 octobre. Ce n'est donc pas la peur de la gauche, mais bien la propre politique de la droite qui a provoqué la perte de confiance des capitalistes. Aussi, le gouvernement reposant sur une fragile majorité passe-t-il pour n'être qu'une équipe transitoire chargée d'"expédier les affaires courantes" de la bourgeoisie en limitant les dégâts.

- actualité de l'alternative de la gauche plus capable que les giscardiens d'encadrer la classe ouvrière et de faire passer l'austérité. D'ores et déjà, la venue de la gauche au pouvoir constitue l'axe essentiel autour duquel s'articule la vie politique française.

La spectaculaire division intervenue entre les partis signataires du "Programme Commun" ne doit pas faire oublier qu'il s'agit avant tout d'une lutte intestine à la bourgeoisie. Cette querelle symbolise les problèmes qu'un futur gouvernement de crise aura à affronter. Leurs divergences à propos de la renégociation du programme de nationalisations est une expression de la tendance inéluctable du capitalisme d'Etat et, d'autre part, de la difficulté à gouverner à des époques historiques de grands soubresauts. A ce titre, la France a vécu la première crise ministérielle d'un gouvernement de gauche.

Toutefois, il convient de faire remarquer les principales caractéristiques qui distinguent le PS du PC. Alors que le PS est presque entièrement lié, par l'origine sociale de ses dirigeants et de ses militants, par ses traditions politiques et idéologiques, à des fractions de la bourgeoisie traditionnelle, par contre, le PC n'a pratiquement aucun lien direct avec la grande bourgeoisie et ses aspirations politiques. Les liens qu'entretient le PC avec le capital et la bourgeoisie s'effectuent essentiellement à travers sa colossale bureaucratie syndicale et ses municipalités. La seconde différence porte sur la politique étrangère que devrait observer la France. Depuis la "Libération" le PS a toujours défendu la "petite Europe", ses organismes économiques et institutionnels, de même qu'il a choisi, en connaissance de cause, l'Alliance Atlantique. Quant à lui, par ses traditions, par la formation idéologique de ses militants, par ses aspirations, le PC reste plus proche et demeure partisan d'une alliance avec l'URSS. Lors du référendum sur l'Europe, organisé par Pompidou, le PC avait voté contre et le PS s'était abstenu. La troisième différence concerne la question du capitalisme d'Etat. Si, pour le PC, le système doit reposer fondamentalement sur le capitalisme d'Etat sous une forme très poussée, par contre, le PS n'envisage celui-ci que sous une forme plus souple, une prise de participation de l'Etat dans l'économie, laissant une notable liberté à la petite propriété.

Tous les partis de gauche ont tiré bénéfice de leur Union : le PC en sortant de son ghetto, le PS en réalisant un bond formidable faisant de lui la première force électorale du pays, après le creux de 69 où il ne recueillait plus que 6 % des voix aux présidentielles. L'actuelle désunion, temporaire ou définitive, provient de luttes de tendances rivales à l'intérieur même des deux partis. Dans le PS, les "anciens" regroupés derrière Deferre ont manifesté les plus vives réticences à l'égard de la discipline d'union ainsi que le montrent plusieurs exemples, notamment la question du vote du budget de la ville de Marseille. Dans le PC, la tendance "dure" formée des orthodoxes Leroy et Piquet semble avoir triomphé de l'Eurocommunisme et de la politique d'union de la gauche à tout prix de Marchais. La grande pomme de discorde pourrait bien être la question des nationalisations. Pour les dirigeants socialistes, il y a trop de nationalisations dans le "Programme Commun" que veulent faire triompher les staliniens. Il est certain que, par le biais des syndicats CGT prédominants, le PC ne ferait que renforcer sa main-mise sur l'appareil d'Etat au détriment des socialistes.

Dans une perspective de défaite de l'actuelle majorité présidentielle, comme formes possibles de gouvernement sont envisageables les hypothèses suivantes :

- un gouvernement d'"Union de la Gauche" composé du PS et des radicaux.
- un gouvernement PS/radicaux/giscardiens avec un appui plus ou moins critique du PC.
- un gouvernement PS/radicaux/centristes/giscardiens, avec une opposition ouverte du PC se durcissant.
- une même combinaison gouvernementale sans trop grande opposition du PC.

Parti national, le PC a concentré ses efforts pour se laver de l'accusation infamante d'être une "cinquième colonne" du Kremlin. Depuis qu'il en a été chassé en 1947, le PC continue résolument sa marche vers le pouvoir. Il entend gérer la crise, mais plutôt qu'une mince portion du pouvoir demain, qui ne serait j pour lui qu'une situation à la Berlinguer, subissant l'usure rapide de la participation au pouvoir sans pour autant disposer des moyens de mener à bien sa propre politique, le PC est en "réserve de république". Sauf explosion de la lutte de classe, il ne se formera pas, vraisemblablement, de gouvernement avec le PC car, pour l'instant, ne répondant pas aux besoins immédiats du capital. Conscient que ses chances d'occuper une éventuelle place dans un prochain gouvernement se sont amenuisées, le PC se prépare à s'opposer à une politique qu'il aura lui-même inspirée, tout comme au Portugal.

Par rapport au vaste mouvement de 68, les années suivantes laissent l'impression d'un recul, puis d'une stagnation dans la lutte de classe. Au lieu de répondre aux nouvelles attaques de la bourgeoisie par des grèves de plus en plus massives, unifiées et offensives, la lutte de classe a connu un repli notable sur l'usine. Elle porte un caractère défensif. Dans sa forme la plus générale, ce cycle est caractéristique pour l'Europe entière et la France n'y échappe pas dans les conditions d'une crise lente. Les états-majors syndicaux ont pu enfermer les travailleurs dans des luttes sectorielles, provinciales, tournantes afin d'atomiser le front de résistance du prolétariat. Ces actions, étant vouées à l'échec, les syndicats ont été en mesure de déclarer la lutte impossible sur ce terrain. La tactique syndicale a été de saboter systématiquement, scientifiquement les luttes ; de déclarer qu'elles devaient aboutir aux négociations devant le tapis vert patronal. Chaque lutte entreprise contre la menace du chômage a été transformée en "défense de l'outil de travail". Les syndicats ont réussi à faire patienter les travailleurs avec les échéances électorales de 78.

Après un demi-siècle de contre-révolution anéantissant les organisations de classe, ce qui reste prédominant, c'est la pénétration d'illusions parlementaires et syndicales chez les travailleurs. Dans son immense majorité, la classe ouvrière subit passivement l'influence des staliniens et des socio-démocrates. La longue politique d'opposition au gaullisme puis au giscardisme menée par la gauche a encouragé les travailleurs à penser que les diverses composantes de celle-ci sont autant de forces dont ils pourraient disposer pour la satisfaction des revendications les plus urgentes. Mais, d'autre part, le nombre décroissant de grèves montre le refus des travailleurs excédés de se voir sans cesse floués par les syndicats. Consciente que ce calne ne fait que cacher un gigantesque orage social, la bourgeoisie commence à prendre conscience du péril et se prépare à mettre en place les structures d'un syndicalisme "ouvrier" dont la fonction de garde-fous est évidente.

A eux seuls, staliniens, socialistes et droite ne constituent pas la totalité de l'armée ennemie. A leurs forces, s'ajoutent celle du gauchisme dont le • rôle va grandissant ainsi que l'ont montré à la fois les élections municipales de ce début d'année et les grands rassemblements écologistes de l'été. Dans une atmosphère de grand désarroi, le gauchisme a cherché et a trouvé de nouvelles bases de mobilisation pour renforcer son emprise sur toute une partie de la jeunesse, y compris les jeunes apprentis et chômeurs. Mais, insuffisamment forts pour envisager d'entrer dans un quelconque gouvernement -du moins pas pour le moment- les gauchistes doivent remplir le rôle de ramener les travailleurs qui s'en écartent sur le terrain de l'idéologie dominante. Ils servent encore comme "donneurs de conseils" sur la meilleure façon d'encadrer la classe. Leur intervention pour le respect des engagements électoraux pris par les signataires du "Programme Commun" est le soutien qu'apporte une fraction de la bourgeoisie à la mystification des travailleurs. Ainsi, les gauchistes, et avec eux le *PSD*, posent la question : Non pas "combien de nationalisations" mais "quelles nationalisations ?" pour conférer au capitalisme d'Etat un caractère plus démocratique.

A partir de la succession d'échecs subis par les luttes sur le terrain de résistance au capital, quelques petits noyaux ouvriers semblent vouloir se dégager de l'étreinte mortelle dans laquelle les étouffent syndicats et gauchistes. A l'évidence, ce phénomène indique l'existence d'une hostilité grandissante à l'égard des promesses contenues dans le "Programme Commun", une angoisse devant la montée régulière du chômage qui, au lieu de se transformer en sentiment de panique, se transforme dialectiquement en volonté de lutter. Derrière l'apparente soumission des travailleurs mûrit lentement une profonde maturation de la conscience de classe. Cependant, du fait de la totale disparition de toute forme de vie politique organisée de la classe durant des dizaines d'années, de l'énorme faiblesse des forces révolutionnaires, ces éléments se débattent dans la confusion et l'obscurité tant en ce qui touche aux principes qu'en ce qui concerne les moyens d'action de la classe.

Pour ces raisons, il serait excessivement dangereux de surestimer les possibilités d'une rapide reprise de la lutte de classe avant les élections de 78. L'actuelle montée historique de la classe est le produit d'une crise économique au lent processus. En ce sens, nous ne sommes pas à la veille d'une explosion ni d'une intense agitation sociale, mais dans une phase de préparatifs électoraux qui freine et dévoie la lutte. Toutefois, cet état d'esprit ne saurait être définitif ; il se modifiera sous l'effet de l'intensification de l'exploitation et des mesures d'économie de guerre développée par la bourgeoisie française.

Exaspéré par une existence de robot, soumis à la pression accrue des lois aveugles du capitalisme, en fin de compte, le prolétariat se trouvera être poussé de l'avant et prêt à engager la lutte politique contre l'Etat. Aux lendemains des élections, l'opium électoral s'évanouissant, une brèche s'ouvrira à travers laquelle s'exprimera avec une force décuplée le mécontentement prolétarien.

E.D.F.

DEFENSE D UN STATUT NATIONAL D EXPLOITATION ET DE MISERE

• Présentés comme "aristocratie ouvrière" dont le Statut National -paraphé de la griffe ministérielle des "camarades" Marcel Paul et A.Croizat, leur garantit de mirobolants privilèges, les agents GPF sont ceux dont les salaires ont pris un énorme retard. C'est ce secteur nationalisé où la grille comprend 468 postes hiérachiques. des salaires de 1245 F à 14 883 F (au ler/9/77). Ce sont ces travailleurs dont les conditions de travail, scientifiquement rationalisées par le Comité Mixte à la Production (CMP) et le Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS), où le syndicat ultra majoritaire CGT siège et collabore avec une Direction de grand technocrates, ont été terriblement aggravées. Ce sont ceux dont les célèbres "activités sociales" (CAS), gérées ultra-majoritairement par la CGT, sont payées d'une très douloureuse ponction sur les salaires. Ce sont ceux qui, encore, sont matraquées par l'omniprésente propagande syndicale CGT/CFDT pour la "défense des acquis de 46)", pour "la victoire du Programme Commun", des "forces de la paix", etc.. C'est encore une partie du prolétariat que les syndicats ont voulu castrer de son instinct de classe. Qu'ils ont habituée à des méthodes de lutte particulièrement inoffensives et pourries : la pétition, la délégation auprès des pouvoirs publics, la grévette avec préavis pour pouvoir prévoir des équipes de "sécurité", tournante, par région, avec ou sans coupures.

C'est cette "tactique de harcèlement" qui a été appliquée dqns la semaine du 13 au 17 décembre. Tout autant que les précédents mouvements, celui-ci a mis essentiellement en avant le désir, non pas de nuire à l'économie nationale par des coupures intempestives, mais d'ouvrir ces sempiternelles négociations que les travailleurs devraient attendre comme les mannes célestes. Il s'agissait de montrer trois choses. A la bourgeoisie, que la CGT entendait rester ce puissant partenaire avec qui la direction EGF devait, bon gré mal gré, discuter. Et que dans ces discussions-négociations, c'était encore elle qui avait à fleur de peau le souci national de préserver et de consolider le secteur EGF. Démonstration pleinement réussie. Aux travailleurs, de redorer son blason en prenant ses grands airs de matamore et en faisant voir que si, besoin était, elle n'hésitait pas à relancer et à élargir le conflit. Mais que, bien entendu, la grève avec coupure était une dernière extrémité à laquelle on a recours par la faute du gouvernement. Et que, si bien sûr la Gauche était au pouvoir, les travailleurs et la France entière auraient fait l'économie d'une telle grève. Démonstration pleinement réussie, même si certains agents ont tenté de durcir le mouvement en occupant le siège de la Direction à Murat. La flicaille du service d'ordre CGT était là ... pour bloquer les portes. Une nouvelle fois les syndicats ont réussi à transformer une lutte pour la défense des salaires en simple accrochage pour le respect du Sacro-Saint Statut National. Cette soi-disante "conglante riposte à la politique d'austérité du régime" (E.Duteil de la CGT) a donné aux travailleurs l'illusion que la CGT et la CFDT avaient engagé et organisé la lutte plutôt que de signer l'accord salarial comme FO, CFTC et UNCM. Cet accord, ils ne le signeront pas pour ne pas être demain débordés pa par une classe combative et réveillée de ses illusions électorales, pour être encore les plus forts dans les différent CMP, CHS et CAS.

Dans toute cette comédie de fin d'année, le gouvernement a su se livrer aux à-propos de son rôle, qui consistait à dire un seul mot : "réquisition". Dans les coulisses de Matignon au soir de la grève de 4h du vendredi, on prêchait la plus grande prudence, sans doute instruit du four essuyé par De Gaule en 63 face aux mineurs. Une réquisition aurait mis le feu au baril de poudre et déclenché toute une riposte de la classe, EGF et SNCF en tête. Ceci étant contraire aux intérêts de l'économie nationale, mieux valait laisser les syndicats travailler à vider la grève de tout contenu de classe pour en faire une grève qui n'offre plus aucun prétexte de réquisition. A l'approche des fêtes de fin d'année, de mille feux s'illumineront les Arbres de Noël, ce lamentable symbole de "trêve et de paix pour les hommes de bonne volonté!"

R.C.

PLATEFORME ELECTORALE DES GAUCHISTES

(suite de la page I)

. des. En partis roués du capital, l'entente trotskyste LCR-OCT-CCA (1), qui vient de publier son programme d'élections, n'est pas la dernière à pousser son char dans le grand carnaval bourgeois. La joute démocratique promet d'être d'autant plus intense que la campagne législative fut lancée de très loin (en fait depuis 1972) ; la foire d'empoigne habituelle sera d'autant plus âpre que la crise, économique et politique, est profonde. La même et double question se pose en fait à toutes les fractions bourgeoises : la gestion de la crise et le contrôle de la montée prolétarienne. N'importe comment qu'elle la prenne, la question pour la bourgeoisie n'a qu'une réponse aujourd'hui face au développement de la crise : le renforcement de l'Etat.

Les révolutionnaires ont toujours affirmé que les élections constituaient une mystification par rapport à la lutte du prolétariat pour son émancipation et la libération de toute la société. Ils l'affirmaient déjà au 19ème, tout en reconnaissant que le capitalisme, alors progressif, pouvait concéder des réformes valables pour la classe ouvrière et sa condition sociale. Ce n'est que plus vrai dans le capitalisme décadent, où la mystification électorale devient directement une arme de la bourgeoisie sénile contre le prolétariat menaçant. Les trotskystes se donnent donc des allures révolutionnaires quand ils laissent entendre dans leur plateforme que toute l'entreprise du programme commun a été un long dévoiement, une atomisation et un freinage d'un prolétariat qui manifestait sa combativité.

Evidemment les trotskystes se doivent d'adopter un discours révolutionnaire s'ils veulent tromper le prolétariat. Agents actifs, quoique limités, du capital dans les zones les plus radicales du prolétariat, ils assument parfaitement leur place politique et leur tâche, eux qui savent dire du PS et du PC que "s'ils perdaient toute audience dans la classe ouvrière, ils n'auraient du même coup aucun intérêt pour la bourgeoisie'.' (Plateforme). Le cynisme aussi est un trait caractéristique de l'humeur bourgeoise. Mais devant un prolétariat qui commence confusément à prendre conscience de l'ampleur à donner à sa lutte, mais qui dans cette situation de difficile maturation a passablement subi le chloroforme du Programme Commun , les trotskystes peuvent plus décidément se consacrer à leur tâche de classe envers la bourgeoisie.

Il faut chausser les lunettes révolutionnaires pour lire sans contre-sens les déclarations de ce tonneau : (la lutte du prolétariat) "débouche inévitablement sur l'affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois... le pouvoir des travailleurs, la dictature du prolétariat, c'est la prise en charge directe des affaires de l'Etat, de toute la société par les masses populaires organisées sur leur lieu de travail.", dans un manifeste qui se termine par un appel aux ouvriers à voter (à gauche), c'est à dire à cautionner de leurs suffrages l'un des rouages fondamentaux de l'Etat bourgeois : l'institution électorale. A l'évidence, de telles phrases ne sont là qu'en tant que miel ouvriériste. La vraie teneur de la plateforme est là, toute crue : "Exproprier les grands moyens de production et les banques, instaurer le monopole d'Etat sur le commerce extérieur... Exigeons la nationalisation de l'entreprise par l'Etat", ça, ce n'est que du capitalisme d'Etat ! Et ça : "La LCR et les CCA militent pour l'unification syndicale dans le cadre d'une centrale unique des travailleurs... (pour) l'extension des droits syndicaux dans l'entreprise", ça s'appelle : le renforcement de l'Etat capitaliste ! La fameuse "organisation des travailleurs sur leur lieu de travail" dont il était question plus haut se montre là en clair : c'est ce que nous nommons, nous, en termes d'expérience prolétarienne, la matraque de l'Etat dans les usines ! Voilà qui va faire pousser des cris d'orfraie aux gauchistes, grands défenseurs de toutes les libertés, d'expression, de création, sexuelle (la liste complète, dans la plateforme). Comme dans tout, chez les trotskystes, il y a ce qu'ils disent et ce qu'ils font : nos lecteurs liront avec intérêt l'article ci-dessous sur les autonomes.

Les révolutionnaires, lorsqu'ils énoncent les perspectives prolétariennes devant la crise, tracent forcément un cadre mondial, parce qu'il n'y a pas de crise ni de solution socialiste à l'échelle d'un seul pays, parce que la lutte de la classe est une lutte qui existe d'abord comme lutte mondiale et non comme addition de luttes, pays par pays.

Par contre, cette vision nationale des problèmes, sous-jacente dans toute la plateforme -et, quand on n'en prendrait qu'un seul point, qu'est ce d'autre, lorsqu'on parle de nationalisation ?- se désigne par ce qu'elle est : la vision typique de tout parti bourgeois, qui est avant toute chose un parti du capital national dont la raison d'être face à la bourgeoisie est de postuler un rôle de gestionnaire de l'économie nationale. Voici, ce qu'au fond des choses, signifie une telle plateforme gauchiste qui se présente sous l'affiche : "gestion ouvrière de l'ensemble de la société". On retrouve toujours cette volonté de duper le prolétariat, qui double l'ambition bourgeoise à gérer l'exploitation.

Comme force politique, l'entente trotskyste est trop faible pour arracher dans les élections un morceau de pouvoir aux autres vautours bourgeois. Ce qui ne l'empêche pas, en politicienne avisée, de pousser ses pions pour l'après Mars-78, en direction d'un PC surtout, qui pourrait bien se retrouver en situation semi-oppositionnelle, même si la gauche l'emporte. Dans ce sens, ses coups de gueule à la surenchère ont positivement, à travers la plateforme, la valeur d'offres de service. "Vous montrerez aux partis réformistes (traduit du trotskysme = PC/PS) que s'ils l'emportent, ils devront compter avec vos exigences", conclut la plateforme sur le mode de l'appel aux urnes Cette déclaration, parfaitement codée dans le rituel électoral bourgeois, veut dire : nous soutenons en critiquant. Les gauchistes viennent une nouvelle fois d'illustrer leur rôle de rabatteurs.

Mx.

(1) cette entente qui s'est presque adjoint le PCR maoïste, fait qui vaut tout de même d'être signalé dans les annales gauchistes.

O.C.I. : la mouche du coche

• Avec la rupture de l'Union de la Gauche, le vent a tourné dans le camp de la bourgeoisie, venant souffler le désarroi au sein des états-majors gauchistes.

C'est qu'en effet, le PC, que la conjoncture politique actuelle rejette provisoirement dans l'opposition, vient empiéter quelque peu sur leur sacro-saint territoire : celui de dépositaire du verbe radical pour mieux abuser la classe ouvrière.

Et si certains, tel LO, se tirent de ce mauvais pas en renforçant leur critique, d'autres préfèrent l'adoucir, pour oeuvrer activement à ce qui, demain, leur promettrait la part belle au sein de l'opposition : la réconciliation du PC et du PS.

Parmi ces champions de l'unité, c'est avec un acharnement particulier qu'on a pu voir l'OCI déployer ses forces militantes pour faire signer des pétitions en faveur du programme ... du PS. Que l'OCI se transforme en agent électoral des plus plats, à la solde du PS, ne peut surprendre, elle qui a vu ses cousins portugais, lors des élections de 74, s'illustrer dans ce genre de hauts faits.

Une nouvelle fois, ainsi, elle vient mettre en lumière que, du soutien critique au soutien loyal, il n'y a pas contradiction mais toujours la même, fonction, le premier n'étant que le masque du second, que la défense d'intérêts immédiats à ici contraint momentanément d'abandonner.

G.

L.C.R. la chasse à l'autonome

• Suggérons à la LCR, elle qui est toujours à l'affût du moindre signe de reconnaissance bourgeoise pour ses oeuvres dans les publications staliniennes ("France-Nouvelle", etc.) de pousser son investigation inquiète jusqu'aux colonnes de "l'Aurore". Au lendemain de cette manifestation fameuse contre l'extradition de Croissant, qui a laissé des traces douloureuses chez les militants de la LCR, on pouvait lire dans ce journal dont l'authenticité bourgeoise ne saurait paraître douteuse aux pointilleux trotskystes de "Rouge", ces lignes qui devraient agréablement flatter leur sensibilité tordue d'agents dévoués et par trop méconnus du capital :"Au fond, cette manifestation aura fait apparaître un phénomène insolite et nouveau : une collaboration gaucho-policière face à ceux qui veulent provoquer une guerre civile".

Dans les années 68-71, on a connu les staliniens traitant les gauchistes de "voyous", "provocateurs", "pègre", et autres "casseurs" étrangers à la classe ouvrière. Aujourd'hui, après l'affaire "Libération" et la manifestation pour Croissant, ce sont les trotskystes, LCR en tête, qui reprennent exactement le même langage de basse police contre les "autonomes", allant jusqu'à les traiter de "fascistes". Nul doute que la bourgeoisie reconnaîtra à sa juste valeur cette profession de foi de flics capitalistes : "Cette violence-là (celle des "autonomes") est une gangrène qu'il nous faut extirper avec la dernière fermeté".

Nous n'exaltons ni les formes, ni le contenu plus que confus du combat des autonomes : impuissants à discerner où se situe le combat réel de la classe, leur confusion est une arme de défaite. Mais, plus importante que les réactions désespérées de ces éléments à un cours de barbarie, est l'attitude des trotskystes, dont il nous faut tirer cette leçon : toute fraction bourgeoise aspire, par nature, à gouverner. Plus elle se rapproche du pouvoir central, plus elle reprend à son compte le langage violent de l'ordre capitaliste. Ce visage hideux à la Noske, que nous ont ressorti les trotskystes, aux lendemains de 78 ils sauront, aux côtés des partis bourgeois, "ouvriers" ou non, de l'armée et des syndicats, en faire jouer toutes les facettes de l'effroi étatique face à la lutte revivifiée du prolétariat révolutionnaire.

Mx.

ESPAGNE

MOURIR EN ANDALOU POUR FAIRE VIVRE LE CAPITAL

"Ici, en Galice, "nous" produisons une grande partie de la richesse électrique, mais c'est "ailleurs" qu'on en profite" ; et l'argent de "nos" émigrants s'en va "ailleurs" grâce aux réseaux bancaires". "L'Andalousie est le "tiers-monde" de l'Espagne"... "C'est "nous", les AndalouSyles plus exploités..." "C'est, nous, les Catalans, qui payons le plus d'impôts. C'est "ailleurs" qu'on en profite"... "Il ne faut pas croire, la Castille est peut-être le pays qui a le plus souffert du centralisme"... Voilà ce qu'on peut entendre ou lire ici et là, depuis "l'Alianza Popular" de droite jusqu'à "Mundo Obrero", organe du PC. Moins nuancée, l'extrême-droite "ultra" "défend l'unité de l'Espagne les armes à la main", dont le nationalisme furibond n'a d'égal que celui des patriotards "populaires" comme l'ETA pure et dure, ou celui du mégalomane installé à Alger, CubillOy dirigeant d'un mouvement pour l'indépendance des Canaries. Ce déferlement de chauvinisme, de localisme, de nationalisme n'est pas un hasard...

• Non, ce n'est pas une comédie de boulevard : c'est la nouvelle trouvaille du capital pour faire marcher les ouvriers d'Espagne. Devant la situation catastrophique de l'économie, il ne faut pas, SURTOUT PAS, que les travailleurs se disent : "c'est nous, ouvriers, qui travaillons, qui trimons, qui sommes jetés à la rue, et c'est le capital qui en profite". Il faut que les ouvriers disent, ensemble avec d'autres catégories du "peuple régional" : "c'est nous (Galiciens, Basques, Andalous, Valenciens... -rayer la mention inutile-) qui produisons, et c'est AILLEURS qu'on en profite", un "ailleurs" qu'on ne mentionne plus, sûrement pour ne pas "blesser d'autres nobles sentiments nationaux".

Un mort à Malaga. Un ouvrier, "premier martyr de l'autonomie andalouse" (Diario 16). Deux cent mille manifestants. Malaga, c'est le record du chômage, dans l'une des régions record du chômage de l'Europe. C'est fini les multiples chantiers touristiques où offrir ses bras pour quatre sous. C'est fini la France et l'Allemagne. Il n'y a même plus de Madrid ou de Barcelone où aller crever pour un boulot.

Alors, pour le capital national et local, avec tous ses acolytes staliniens et socialistes en tête, il ne faut surtout pas que la classe ouvrière s'organise en tant que telle et sur ses bases. Mais, "tous ensemble en tant qu'andalous" contre un "ailleurs" plus ou moins "fasciste". Et un ouvrier meurt dans la rue, au lieu de vivre pour sa classe, "martyr de la cause audalouse". Et on met à l'endroit où il est tombé des "petits drapeaux verts et blancs qui rappellent notre si riche histoire" (les journaux). Maudite histoire. Car l'ouvrier Caparros, militant du PCE, a été tué POUR la bourgeoisie, pour que le capital puisse cacher sa sale et sinistre face avec de nouveaux drapeaux aussi vieux que les autres.

Voilà, déjà, bien en place, un engin de guerre du capital en crise contre le prolétariat. Ce sont toujours les balles. Mais c'est surtout la manipulation de la colère, des sentiments, de l'isolement de la classe.

Après le pacte de la Moncloa et l'appel à l'austérité de tous les partis de la bourgeoisie, le capital va essayer de neutraliser la classe ouvrière, surtout là où elle est le plus isolée. Il va essayer de la mettre dans de fausses et ignobles alternatives, genre "navarrais-fasciste-espagnoliste" ou "navarrais-euskadi-autonomiste", avec des patriotards enragés d'un côté comme de l'autre, avec des petits bourgeois "radicaux" qui la noieront dans leur bave patriotarde et chauvine.(A Pampelune, capitale de la Navarre, il y a eu des violentes manifestations qui opposaient ceux qui étaient pour l'une ou l'autre "solution").

Le prolétariat d'Espagne et du monde doit se rappeler :

Il n'existe plus, à l'heure actuelle, aucune "libération nationale", aucune autonomie qui puisse donner à la classe ouvrière "locale" une amélioration d'aucune sorte. Le problème, dans le monde de marchés saturés, d'impérialisme et d'économie de guerre d'aujourd'hui, est MONDIAL. Le chômage, à Malaga, n'est pas dû au fait que ce soit l'Andalousie, mais aux mêmes raisons qu'à Détroit, Lille ou Varsovie.

Alors, les appels à l'indépendance et à l'autonomie ne peuvent être qu'une machine de guerre du capital pour faire avaler n'importe quelle couleuvre aux travailleurs, et tous ceux qui les défendent ne peuvent être que du côté du capital. Le capital essaie de manipuler les "sentiments" des prolétaires pour les emmener dans l'impasse.

Cette impasse est bien illustrée par la sinistre comédie que jouent toutes les fractions du capital, en Espagne, chaque fois, et c'est souvent, que se produit un événement tragique. On ne sait jamais "qui a tiré". La police est maintenant présentée comme un élément "démocratique et sécurisant" ; il y a, bien sûr, des bavures, mais elles sont dues, justement, à la "mauvaise influence" des "éléments franquistes" qui "restent" (?) en son sein. Ensuite, les bonzes politiques et syndicaux appellent "au calme" pour ne pas "déstabiliser la démocratie", disent-ils, en invoquant avec horreur le sinistre Pinochet. Et ceux qui accepteraient mal le "calme", il ne leur reste plus qu'à devenir des "pilleurs", des "incontrôlés" et des "agents du fascisme". Ainsi, la boucle idéologique de fer du capitalisme est bouclée.

Eh bien, les révolutionnaires disent à leur classe : PROLETAIRES, il y a une autre voie, la seule : s'organiser comme classe, chômeurs et non-chômeurs, CONTRE LE CAPITAL SOUS TOUTES SES FORMES ET SES DRAPEAUX.

Pinto

FRONT UNIQUE, FRONT ANTI-PROLETARIEN

• "Encore aujourd'hui, le problème du front unique est présenté comme le remède à tous les maux dont souffre la classe ouvrière, incapable de s'opposer à l'offensive du capitalisme. Ceux-là même qui/ depuis l'après-guerre, n'ont fait quei traîner les travailleurs dans la boue des pires compromissions, clament, pour maintenir coûte que coûte leur influence dans les masses : front unique! Tous ceux qui, à défaut d'une perspective des événements,,résultant d'une analyse sérieuse de la situation, veulent agir à tout prix, se tirent d'affaire en criant, eux aussi : front unique!" (Bilan, 1934). C'est ainsi que la gauche communiste italienne en exil jugeait, 12 ans après son adoption par l'Internationale Communiste, la tactique de "front unique".

Plus de 50 ans après, l'extrême gauche, appendice politique du capital, perpétue une pratique qui a prouvée dans l'expérience, être une des meilleures armes de la défaite du prolétariat : "Selon notre conception du front unique, nous visons à tracer aux travailleurs le chemin du pouvoir politique au mouvement des luttes. Nous l'exprimons par une propagande qui interpelle les partis ouvriers majoritaires, PC et PS, pour les enjoindre, à rencontre de leur politicue, de prendre le pouvoir en s'engageant à satisfaire les revendications des travailleurs, à rompre avec la bourgeoisie, et à prendre les mesures anti-capitalistes que nécessite la situation..." (thèses du 2ème Congrès de la LCR).

C'est en s'appuyant sur l'argumentation de TIC que ces aspirants à la participation à la gestion du capital jouent leur rôle de dévoiement. C'est pourquoi il est important d'en revenir au pourquoi et au comment de cette politique, pour comprendre comment elle a pu être et est utilisée par les forces de mystifications bourgeoises, pour que la classe ouvrière en tire toutes les leçons et ne se laisse pas mener sur le thémin de la défaite.

la "deuxième période" de l'I.C.

C'est essentiellement dans les 3ème et 4ème Congrès de l'I.C. que les défenseurs actuels du front unique puisent leurs justifications.

Ils peuvent aller jusqu'à se réclamer aussi des "fronts uniques" des bolcheviks avec les mencheviks dans la période qui a précédé la première guerre mondiale. Or, l'ensemble du mouvement ouvrier a toujours caractérisé le front unique corme un front avec des fractions bourgeojses : quand l'I.C. parlait de "front unique" avec la social-démocratie, c'était d'un front avec des partis bourgeois, irrémédiablement passés dans l'autre camp avec leur participation à la guerre impérialiste. Nous ne pouvons donc comparer les "fronts uniques" avec la politique oes bolcheviks avant 14, politique d'alliance avec des mencheviks qui formaient une partie d'une social-démocratie qui n'avait pas encore fait la preuve de sa trahison irréversible et se situait encore à l'intérieur du mouvement ouvrier. Il est vrai que pour les trotskystes, la participation à la guerre impérialiste (dans laquelle ils ont trempé eux-même) n'est plus un critère définissant la nature d'une organisation, les PC étant aujourd'hui qualifiés d'un "opportunisme" mal défini...

Mais voyons plutôt comment ils utilisent le mouvement ouvrier à leurs fins crapuleuses. Il faut d'abord remarquer que les organisations gauchistes n'hésitent pas à se réclamer en bloc de la politique des deux premiers congrès, comme de celle des 3ème et 4ème, sans qu'il leur soit besoin d'expliquer la contradiction fondamentale qui existe entre les deux, autrement que par le fait que les premiers définissaient les principes, et les seconds la tactique. Le résultat en est une confusion plus grande, entravant la réappropriation réelle du passé.

Il nous faut donc revenir au premier Congrès. Se basant sur le changement historique qui mettait définitivement l'humanité devant le dilemne de guerre ou révolution, l'I.C. mettait en avant comme tâche primordiale la dénonciation de tous les partis "réformistes" qui avaient montré leur nature dans leur participation à la première boucherie impérialiste, et s'avéraient les principaux obstacles à la prise dejconscience révolutionnaire du prolétariat : "Ouvrir les yeux à tous les travailleurs sur l'oeuvre de trahison des social-chauvins et mettre PAR LA FORCE DES ARMES CE PARTI CONTRE-REVOLUTIONNAIRE HORS D'ÉTAT DE NUIRE, voilà une des tâches les plus importantes de Ta révolution prolétarienne mondiale. (Résolution sur la position envers les courants socialistes, 1er Congrès, 1919)

C'est la même Internationale qui, deux ans après, en 21, mettait en place la tactique du front unique et qui déclarait en 22 : "un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut aussi fournir l'occasion de réanimer le mouvement révolutionnaire (...) Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non communistes". (Résolution sur la tactique de TIC, 4ème Congrès).

Que s'est-il passé entre les deux positions, dont la seconde a accéléré la précipitation des partis communistes dans le camp bourgeois, amenant 12 ans plus tard de la tactique de front unique aux fronts populaires de partis nationaux préparant la guerre impérialiste, dans lesquels se retrouvaient les mêmes PC, et en fait de "réveil révolutionnaire" à la pire contre-révolution de l'histoire, à l'écrasement non seulement physique mais idéologique de la classe ? Entre les deux, s'était produit un reflux de la lutte révolutionnaire. Les défaites subies par la classe ouvrière modifiaient la situation, marquant un coup d'arrêt qui devait par la suite se révéler mortel à la révolution mondiale. Les implications se faisaient déjà sentir au niveau de TIC : sa politique commençait à prendre le cours de la défense de l'Etat Russe et ses"tactiques" se subordonnaient à cet impératif, début d'un processus qui devait mener à la défense nationale de l'URSS, reléguant aux oubliettes les impératifs de la révolution mondiale.

C'est au nom du "reflux", des "conditions devenues défavorables" que les partis révolutionnaires ont été amenés à quitter le programme révolutionnaire pour en revenir à un "programme minimum"; terrain d'alliance avec les partis bourgeois, jusqu'à s'investir peu à peu dans le camp bourgeois.

C'est encore au nom de conditions défavorables, où la classe est soumise à la pression de partis bourgeois, que les gauchistes voudraient nous faire croire à l'inévitabilité de passer des alliances avec l'ennemi. Nous allons voir les principaux arguments de l'Internationale, et comment ils pouvaient contenir en germe les confusions qui devaient permettre à la bourgeoisie de les utiliser.

"ne pas se couper des masses"

L'argumentation de l'I.C. pour justifier la nécessité de front unique se basait principalement sur le fait que le reflux avait renforcé le poids de la social-démocratie, et que, pour lutter contre elle, il ne fallait pas se couper des travailleurs prisonniers de cette mystification. Pour cela, il fallait travailler à sa dénonciation par des moyens qui allaient de l'alliance pour les partis les plus forts : "En Allemagne, le PC s'est prononcé pour l'unité du front prolétarien et a reconnu possible d'appuyer un gouvernement ouvrier unitaire", à l'entrisme pour les partis les plus faibles : " il est maintenant du devoir des communistes d'exiger, par une campagne énergique, leur admission dans le Labour Party" (citations des thèses sur l'unité du front prolétarien du 4ème Congrès, 1922).

L'histoire a donné la réponse à la valeur d'une telle tactique. Les appels à "l'unité à la base" n'ont servi que de paravent à des alliances avec des appareils contre révolutionnaires. En Allemagne, elle a conduit au soutien du gouvernement massacreur d'Ebert, portant un coup mortel au prolétariat allemand et accentuant sa déroute (en 23; l'alliance s'est même étendue jusqu'aux partis de droite, au parti nazi). Alors que la première nécessité pour le prolétariat était la rupture claire d'avec les partis traîtres, elle a servi partout à ramener les masses dans leur giron, en leur servant de caution.Plus tard, c'est au nom des mêmes arguments que les PC, de compromissions en compromissions devenus à leur tour des agents du capital en milieu ouvrier, vont établir des "fronts populaires" qu'appuieront à leur tour les trotskystes pour "ne pas se couper des masses", appuyant puisque les masses y étaient, la participation à la guerre impérialiste au nom de T'antifascisme.

Le coup d'arrêt à la révolution ne pouvait pas ne pas avoir des implications sur l'action de l'organisation révolutionnaire. Mais il ne modifiait en rien, ni la situation du capitalisme, dont le déclin n'allait que s'accentuer, laissant toujours la seule alternative de guerre ou révolution, ni la nature des partis passés dans le camp bourgeois, qui allaient perpétuer leur rôle de dévoiement et d'écrasement de la classe, ni la démocratie bourgeoise qui restait un instrument d'oppression contre la classe ouvrière. Cela ne modifiait en rien les tâches de la classe, dont la seule perspective dans ce système pourrissant ne pouvait être que l'affrontement, et le but premier de s'y préparer. Cela signifiait simplement que la classe ouvrière, affaiblie, écrasée, n'avait plus le rapport de force en sa faveur. Et que l'idéologie dominante reprenait de son poids. Seul un changement; dans ces conditions;aurait pu rétablir l'influence dominante des positions révolutionnaires dans la classe. Suivre^ les masses sur la pente qu'elles prenaient, c'était les suivre sur le chemin de la défaite, sous la domination bourgeoise, et quitter le terrain révolutionnaire pour se transformer en facteur contre révolutionnaire actif.

L'analyse de la situation devait amener les révolutionnaires à s'isoler pour résister au poids immense que reprenait l'idéologie dominante. C'est ce qu'ont fait les différentes fractions de gauche, qui se sont opposées au cours que prenait la politique de TIC : gauches allemande, hollandaise, italienne: "si vous prenez le chemin du vieux mouvement ouvrier, alors c'est le chemin qui vous entraînera, et toutes les thèses du monde n'y changeront rien"(intervention du KAPD au 3ème Congrès). En voulant redresser le cours de la situation par une politique volontariste, où le parti devait réveiller les masses au prix de n'importe quelle alliance, TIC n'a fait qu'ouvrir la porte à l'influence de l'ennemi : le seul résultat fut une accélération de la dégénérescence des partis qui ont suivi cette politique, et une théorisation qui devait laisser s'installer une des plus terribles confusions de l'histoire, entravant le ressurgissement de la prise de conscience par une difficulté à délimiter les ennemis.

Aujourd'hui, le cours n'est plus le même. Depuis la fin des années 60, c'est à un dégagement, même lent, de la classe de l'emprise bourgeoise que Ton assiste. La dangereuse tactique prise par TIC s'est transformée en outil de la bourgeoisie pour contenir la classe dans ses faiblesses, au nom de T"unité à la base", en perpétuant les illusions sur les partis "ouvriers" PC et PS, qui s'apprêtent à jouer une fois de plus le rôle de fossoyeurs qu'ils ont joué tant de fois.

ennemi n°1 et n°2

De même, l'argument de l'I.C. en 22 selon lequel "une des tâches les plus importantes des partis communistes est d'organiser la résistance au fascisme international et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique" est encore fièrement repris par T'extrême.gauche. La sempiternelle "montée du fascisme",aussi bien que la nécessité de "chasser la droite" sont mises au premier plan des préoccupations prolétariennes, amenant toute une hiérarchie dans les degrés d'antagonismes de la classe ouvrière avec Tune ou l'autre des fractions bourgeoises et une justification de fronts tous azimuts avec T'une contre l'autre.

Ce furent les "fronts antifascistes" qui encore une fois, diluant la classe ouvrière dans la solidarité nationale, l'ont embrigadée dans la boucherie, au seul profit des exploiteurs de tous pays. Pour lutter contre un ennemi n°l fasciste, c'est cette "tactique" qui a jeté le prolétariat sous les griffes d'un ennemi tout aussi redoutable : ce sont ces partis"ouvriers", qui, au nom de la classe ouvrière, ont préparé ou exécuté sa répression en Allemagne, en Espagne 36, comme au Chili...

Ce n'est pas parce que les contradictions de la bourgeoisie donnent naissance à des fractions rivales que cela change d'un iota le caractère réactionnaire et anti-prolétarien qui les unit toutes dans le capitalisme décadent. L'époque des ennemis communs est terminée depuis la 1ère guerre mondiale. Il ne reste en présence que deux ennemis jurés : le prolétariat et la bourgeoisie. Les partis de "gauche" ont révélé dans le sang de la classe qu'ils ne sont pas des partis qui favorisent la

(suite page 5)

• Une variante de la gangrène frontiste qui sévit aujourd'hui vient de nous être donnée par le Parti Communiste International, organisation qui se réclame de la continuité de la gauche italienne, celle-là même qui dans une des périodes les plus dures du mouvement ouvrier, dénonçait avec clarté le danger de semer des illusions par les politiques de front unique.

Le 19 novembre dernier, en effet, le PCI a signé un tract commun avec différentes organisations d'extrême-gauche, trotskystes et maoïstes, tract d'appel à la manifestation contre les mesures Stoléru qui ont frappé les travailleurs immigrés.

Dans un premier temps, le PCI s'est défendu d'avoir commis là un front unique politique, arguant qu'il ne s'agissait là que d'un accord pour appuyer des revendications immédiates des travailleurs, et donner toute son importance à la mise en avant de l'unité de la classe ouvrière. L'argument n'est guère convainquant. Qu'est ce qu'un front unique politique, en effet si ce n'est associer son organisation politique à d'autres sur la base d'une action, d'une revendication, d'un accord minimum, en étant par ailleurs en désaccord total avec le programme de ces autres organisations politiques? Si ce n'est, comme l'a fait le PCI, noyer dans la confusion la nécessité de clarifier les objectifs des luttes porlétariennes, en faisant miroiter une possibilité d'accord sur des bases minimales? Le PCI a-t-il oublié les leçons tirées par la gauche italienne sur la nécessité de mettre en avant, sous les luttes immédiates, la seule perspective que peuvent préparer ces luttes, celle de l'affrontement? Ou pense-t-il qu'il est possible de le faire en collaboration avec des organisations qui ont fait la preuve de leurs aspirations à la gestion du système bourgeois?

Il est vrai que le PCI considère l'extrême-gauche comme "centriste". On peut se demander ce qui l'arrêterait s'il avait l'occasion de signer un tract avec cette autre "opportunisme" qu'est le PC stalinien!

Il faut dire que, dans un deuxième temps, le PCI, peu fier de son aventure, a juré, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus. Reprenant la plume pour dénoncer l'extrême-gauche et le "rêle de sabotage qu'ils sont destinés à jouer de plus en plus activement auprès des travailleurs" ("Le Prolétaire" N°255), le PCI affirme : "cet épisode confirme A CONTRARIO le caractère néfaste du frontisme et des cartels hétérogènes d'organisations politiques". Le PCI découvre. Une si grande naïveté n'est pas permise d'un groupe qui se réclame d'une filiation qui, elle, a tiré cette leçon depuis plus de 50 ans. D'autant que ce n'est pas le premier front que le PCI fait avec des organisations d'extreme-gauche sur d'autres objectifs partiels. Combien de fois réitèrera-t-il l'expérience pour mieux faire l'étonné?

Par delà ces tentatives de justification, il faut réaffirmer que si ce qu'on dit est important, ce qu'on fait l'est encore plus. En cédant à la facilité, à la tentation d'une plus grande audience par ce genre de compromis, le PCI s'est engagé sur une pente savonneuse. On ne s'allie pas impunément avec des forces de la bourgeoisie. Le PCI a beau faire de l'équilibre entre les principes et la tactique, ce sont les principes qui seront de plus en plus touchés,et ces principes sont le seul rempart qui protège les organisations révolutionnaires de la force d'aspiration du gouffre de la domination bourgeoise.

DT

MOYEN-ORIENT

(suite de la page 1)

nuer les raisons de s'affronter dans la mesure où leurs appétits sanglants ne seront plus soutenus par la rivalité autrement importante entre russes et américains.

Les réticences qui se sont manifestées à Damas et à Ryad à propos du voyage du Raïs égyptien en Israël et de la tenue de la Conférence du Caire sont plus la marque des rivalités politiques internes au monde arabe (chacun voulant apparaître comme le leader du monde arabe) que d'intérêts fondamentalement contradictoires. En prenant l'initiative, le président égyptien a mis ses confrères arabes devant le fait accompli, leur laissant peu de marge de manoeuvre, ce qui a créé un certain affolement au sein des diplomaties arabes, comme l'ont montré les multiples contradictions dans les déclarations, et s'est ainsi assuré une position de leadership politique que beaucoup voudraient bien pouvoir lui contester.

C'est donc dans la confusion que s'est organisée l'opposition au tournant diplomatique effectué par Sadate. La Conférence de Tripoli en est le fruit. Elle correspond à la fois à la tentative de la Syrie de faire monter les enchères avant le grand marchandage diplomatique qui se prépare et à la tentative de l'impérialisme russe de jouer ses cartes. Cette Conférence marque en fait la faiblesse de l'impérialisme russe, les décisions prises à son insu marquent bien l'impuissance de la Russie à faire face au renforcement du bloc américain dans cette région du globe. Que ce soit le manque d'unité de ses vassaux arabes incapables de signer une déclaration commune ou le fait que la seule pression réelle envisagée sur l'Egypte soit de demander aux Etats pétroliers de couper les robinets à pétro-dollars à l'Egypte, comme si les principaux financiers du bloc américain étaient prêts à servir les intérêts du bloc concurrent.

Loin du théâtre d'opération, n'ayant aucune contre-partie à offrir face à ce que propose l'impérialisme US, l'URSS et ses bastions arabes que sont l'Irak, la Libye, et l'Algérie (dont aucun pour l'URSS n'est réellement sûr) ne peuvent qu'aboyer leur verbe radical, expression de leur impuissance, et regarder passer la caravane diplomatique américaine.

L'activité diplomatique est en effet intense et la Conférence du Caire n'est que la partie visible de l'Iceberg : en effet, parallèlement nous assistons à un chassé-croisé de voyages entre les différentes capitales arabes et Washington, tandis que des prises de contact plus discrètes ont lieu dans d'autres pays du monde.

L'adoucissement de l'attitude de l'OLP et de la Syrie n'est ' certainement pas étranger à toutes ces tractations dont le maître d'oeuvre est l'impérialisme américain comme en témoignent les multiples saluts d'allégeance de Bégin et Sadate à Carter, et la grande activité migratoire du commis voyageur du capital US, Cyrus Vence.

La "paix" qui se prépare, si elle est signée, sera une "pax americana", une "paix" de l'impérialisme, de fait une paix impérialiste. De la même manière que naguère la "paix" au Viet Nam ne mettait pas fin à la rivalité des deux blocs, mais au contraire reportait l'affrontement à un niveau plus élevé dans une autre zone de conflit comme l'ont montré les conflits du Moyen-Orient, en Angola, ou aujourd'hui à la corne de l'Afrique, la paix que l'impérialisme prépare aujourd'hui au Moyen-Orient n'est qu'un pas de plus dans la préparation de la guerre.

Maintenant que l'impérialisme américain est parvenu à expulser son concurrent soviétique de la zone du conflit par l'intégration de l'Egypte et de la Syrie au sein de son bloc, la paix dans cette région du monde est devenue, pour les USA, nécessaire au renforcement du bloc. La stabilisation des intérêts américains en Palestine passe par une meilleure intégration des différents pays concernés afin de limiter le gaspillage et l'instabilité issus des rivalités des capitaux nationaux locaux, contradictoires aujourd'hui avec les intérêts du bloc.

Cette capacité de faire cohabiter les ennemis d'hier en leur offrant à chacun de quoi satisfaire leurs appétits de petits impérialismes est une des forces de l'impérialisme US, ce dont son concurrent est bien incapable comme l'a récemment montré la guerre somalo-éthiopienne, où pour l'URSS gagner l'Ethiopie a signifié perdre la Somalie, incapable qu'elle était d'offrir une solution aux rivalités locales, au sein de son bloc. C'est précisément de l'évolution de plus en plus défavorable pour l'URSS du rapport de forces entre les blocs impérialistes, du déséquilibre grandissant que naît le danger croissant d'une guerre mondiale impérialiste.

La paix au Moyen-Orient, signifie un regain de tensions dans d'autres régions du monde où l'impérialisme pourra mieux reporter ses efforts. La paix impérialiste en Palestine, c'est la relance de la guerre dans d'autres zones de rivalités impérialistes, et celles-ci ne manquent pas : corne de l'Afrique, Afrique du Sud, Sahara occidental, etc..

"Guerre et paix sont deux moments d'une même société : la société capitaliste. Elles ne se présentent pas comme des oppositions historiques s'excluant l'une l'autre. Au contraire, guerre et paix en régime capitaliste représentent des moments complémentaires indispensables l'un à l'autre, des phases successives d'un même régime économique, des aspects particuliers et complémentaires d'un phénomène unique". (Internationalisme, 1945). La paix impérialiste locale n'est qu'un moment de l'affrontement oue se mènent les deux blocs impérialistes partout dans le monde. La paix au Moyen-Orient ne correspond pas à un recul de la menace de la guerre, mais bien au contraire à son rapprochement.

La capacité de l'impérialisme américain de jouer la carte de la paix pour masquer son effort de guerre est un de ses atouts face à son rival russe, qui ne peut jouer que la carte de la guerre étant donné sa faiblesse économique comparée à celle du bloc occidental.

En se présentant comme le défenseur de la paix, Sadate a réussi à créer l'union nationale autour de lui et à semer au sein des classes travailleuses l'illusion d'un capitalisme "pacifique". Au sein du capitalisme décadent, la paix tout autant que la guerre est un produit de l'impérialisme et un moment de la crise du capitalisme qui ne se survit qu'au travers de la guerre.

La paix impérialiste au Proche-Orient ne signifie pas la fin de la fuite du capital en crise dans l'économie de guerre et l'ouverture d'une période de prospérité économique, mais au contraire une meilleure intégration dans la tendance générale de l'économie de guerre à l'échelle du bloc, expression de la préparation des blocs à la guerre.

L'avenir que le capital propose aux travailleurs en Israël, en Egypte ou en Syrie c'est toujours celui d'une austérité draconienne, et si les travailleurs ne sont plus utilisés comme chair à canon sur place, ce sera au nom de la défense de la "paix" dans d'autres régions du monde.

"La lutte contre la guerre ne peut être efficace et avoir un sens qu'en liaison indissoluble avec la lutte de classe du prolétariat, avec la lutte révolutionnaire pour la destruction du régime capitaliste. A l'alternative mensongère guerre ou paix, le prolétariat oppose la seule alternative que pose l'histoire : **GUERRE IMPERIALISTE OU REVOLUTION PROLETARIENNE.**" ("Internationalisme", 1945).

J.J.

DANS LA MESURE OU L'ALTERNATIVE GUERRE-PAIX N'EST PAS SIMPLEMENT DESTINEE A TROMPER LE PROLETARIAT, A ENDORMIR SA VIGILEANCE ET A LUI FAIRE QUITTER SON TERRAIN DE CLASSE, CETTE ALTERNATIVE N'EXPRIME QUE LE FOND APPARENT, CONTINGENT, MOMENTANE, SERVANT AU REGROUPEMENT DES DIFFERENTES CONSTELLATIONS IMPERIALISTES EN VUE DE LA GUERRE. (...) LE BLOC IMPERIALISTE DE LA "PAIX" NE SIGNIFIE NULLEMENT UNE POLITIQUE BASEE SUR UN CONCEPT MORAL PLUS HUMAIN, MAIS SIMPLEMENT LA VOLONTE DES IMPERIALISTES REPUS ET FAVORISES DE DEFENDRE PAR LA FORCE LEURS PRIVILEGES ACQUIS DANS LES BRIGANDAGES ANTERIEURS. LA "PAIX" POUR EUX NE SIGNIFIE NULLEMENT UNE ECONOMIE SE DEVELOPPANT PACIFIQUEMENT, QUI NE PEUT EXISTER EN REGIME CAPITALISTE, MAIS LA PREPARATION METHODIQUE A L'INEVITABLE COMPETITION ARMEE ET L'ECRASEMENT IMPITOYABLE AU MOMENT PROPICE DES IMPERIALISMES CONCURRENTS ET ANTAGONIQUES. (INTERNATIONALISME . 1945)

PORTUGAL

L'AVENIR DE L'EUROPE

Plus de trois ans après, les illusions nées du "printemps des oeillets", où toutes les fractions de la bourgeoisie s'étaient saoulées de verbiage démocratique, se sont définitivement dissipées. A l'origine de la crise actuelle, se trouvent les mesures drastiques imposées par le FMI au capital portugais : rembourser ses dettes, ou faire banqueroute faute de crédits. Le temps est fini où les capitaux les plus faibles pouvaient différer le remboursement de leurs dettes. Le colosse US, par FMI interposé, ne veut plus se faire rembourser en monnaie de singe : le Portugal devra dévaluer comme l'ont exigé les fonctionnaires du FMI, l'escudo de 15%, diminuer les importations, bloquer les salaires, réduire le taux de croissance fondé sur l'endettement. L'accélération de la crise économique vient donner ici une gifle retentissante aux thèses nationalistes de la gauche et des gauchistes. Pour le capitalisme il n'y a de solution ni nationale, ni internationale, dans un bloc ou dans un autre.

La crise politique actuelle n'est pas une question de capacité ou d'incapacité de telle ou telle forme de gouvernement, comme voudrait le laisser croire le PC portugais, qui a précipité la chute du gouvernement Soares. En fait, cette crise, dont la clé se trouve plus à Washington qu'à Lisbonne, traduit l'impuissance totale d'une bourgeoisie s'enfonçant dans des contradictions sans cesse plus insolubles. La quadrature du cercle que Soares a tenté de boucler s'appelle crise du capitalisme.

Le gouvernement Soares est tombé non pour avoir refusé les conditions du FMI, mais pour n'avoir su réaliser ni l'unité nationale, ni l'adhésion des ouvriers à son programme d'austérité. Comme en Italie, pour faire accepter l'austérité, il faut l'appui du PC :"Nous sommes favorables à une politique d'austérité. Nous avons même été les premiers à le dire après le 25 avril 1974. Mais l'austérité doit commencer chez les détenteurs des plus hauts revenus." (Interview de Cunhal, "Le Monde" des 18-19 décembre 1977). On ne peut dire plus clairement que le PC est le seul capable d'imposer et de répartir l'austérité non seulement dans la classe ouvrière, mais aussi au sein des classes moyennes par des mesures toujours plus fortes de capitalisme d'Etat. De fait, Soares, en restant lié aux fractions de droite du capitalisme, n'a su ni véritablement faire accepter l'austérité aux ouvriers, comme l'ont montre les grèves récentes dans le textile, ni mettre au pas les fractions les plus rétrogrades du capitalisme.

Hélas pour Cunhal, tout prêt à réaliser un compromis historique avec le PS, la carte Soares reste plus que jamais la seule acceptable pour le capital américain, en dépit de son impuissance congénitale. Le capital portugais affronte donc une série de contradictions de plus en plus insolubles : pour faire accepter les mesures draconiennes imposées par le FMI, il faut tenir compte du PC, qui contrôle l'appareil syndical, et garde encore toute son influence sur la classe ouvrière, après le feu de paille gauchiste de l'année 75. Lors du vote de confiance au parlement, le PC, s'est momentanément trouvé maître du jeu, mais le jeu ne se joue pas au Portugal, entre Cunhal et Soares. L'attitude sereine de Soares après la chute de son gouvernement, le voyage d'Eanes, les président de la république, à Bonn, montrent que le bloc américain continue à soutenir de toutes ses forces le parti socialiste. Celui-ci devra sans doute gouverner en s'appuyant sur d'autres forces, afin de renforcer l'Etat par un gouvernement d'union nationale plus large. Quant au PC, de gré ou de force, il devra appuyer un tel gouvernement.

Plus que jamais cependant, le gouvernement Soares bis va se retrouver coincé entre le marteau et l'enclume : les exigences du FMI et l'opposition nationaliste des partis d'extrême droite et d'extrême gauche ; d'autre part, la menace de riposte prolétarienne à cette nouvelle accélération de la crise.

Les convulsions du capitalisme portugais ne sont pas un cas isolé. Parce que sa situation de pays sous-développé met à nu les contradictions du capitalisme jusqu'à la caricature, le Portugal est une fois encore à l'avant-garde de la crise générale dans les pays capitalistes développés. Il donne l'avant-goût de la pourriture croissante du système. Le temps de l'illusion des oeillets est clos. La seule solution historique, le prolétariat l'a entre ses mains : précipiter demain le capital mondial dans sa tombe sans fleurs ni couronnes.

Ch.

FRONTISME

(suite de la page 4)

lutte du prolétariat, mais des partis du capital dont la fonction essentielle est de réprimer et de mystifier l'antagonisme de classe.

la mise au pied du mur

Argument le plus courant des trotskystes, déjà contenu dans la tactique des 3ème et 4ème congrès d'"aller au masses" en appuyant dans un premier temps les partis sociaux-démocrates pour mieux les dénoncer par la suite devant leur refus de mener une politique ouvrière, c'est celui qui consiste à s'appuyer sur leurs références trompeuses au socialisme pour mieux les démasquer et faire éclater au grand jour la tromperie.

Là encore, force est de constater que l'histoire n'a pas confirmé cette position. Aucun mouvement révolutionnaire n'a éclaté par suite de cette tactique. Le seul mouvement victorieux qu'il nous ait été donné de voir après qu'un tel parti aux allures "ouvrières" soit passé au pouvoir, ce fut celui de la révolution russe. Et la "tactique" des bolcheviks, minoritaires à l'époque, ne fut pas celle du front unique, mais : "**AUCUN SOUTIEN AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE. DEMONTRER LE CARACTERE PROFONDEMENT MENSONGER DE TOUTES SES PROMESSES. LE DEMASQUER AU LIEU "D'EXIGER" (CHOSE INADMISSIBLE ET QUI NE FAIT QUE CREER DES ILLUSIONS) QUE CE GOUVERNEMENT DE CAPITALISTES CESSE D'ETRE CAPITALISTE**". (Lénine, Thèses d'Avril). Par contre, nombreuses sont les expériences de ces gouvernements "ouvriers" qui ont précipité la classe ouvrière, incapable de comprendre à temps la véritable nature de ces partis, dans la défaite, l'appui des révolutionnaires ne faisant qu'accroître la confusion.

Pour ceux qui ont pour souci de ne pas voir se répéter les tragédies du passé, de participer dès aujourd'hui à l'essor de la conscience du prolétariat, seule arme qui lui permettra de tirer des leçons de ses expériences futures, l'enseignement que tirait la gauche italienne dès 22 reste valable : "En ce qui concerne le problème d'un gouvernement social-démocrate, il est nécessaire de montrer qu'il ne peut apporter de solutions aux problèmes du prolétariat, et de le montrer AVANT MEME que ce gouvernement ne se constitue pour éviter que le prolétariat ne soit complètement abattu par l'échec de cette expérience. (...) Lorsque le parti communiste refuse de se ranger parmi les forces qui revendiquent un gouvernement social-démocrate, il ne fait que devenir le protagoniste de cette pression de la partie la plus révolutionnaire des masses".

La position de la gauche italienne face à la politique de l'I.C. d'appui aux sociaux démocrates, reste pour nous la seule valable, confirmée par une longue expérience, et peut s'appliquer aujourd'hui à tous les partis qui ont ouvertement signifié leur appartenance au camp bourgeois, des PC aux PS en passant par l'extrême-gauche.

oOo

Un des paravents les plus grossiers à toute cette politique de défaite a été de faire croire que les partis révolutionnaires pouvaient conserver leur "pureté", l'intégrité de leur programme dans ces alliances contre nature : "Evidemment, nous restons fidèles à notre drapeau, toujours et dans toutes les conditions nous disons qui nous sommes, où nous allons, ce que nous voulons. Mais nous ne pouvons imposer mécaniquement notre programme aux masses" (Trotsky, 1933). Et pour ne pas "imposer mécaniquement notre programme aux masses", tous les partis qui ont appliqué cette tactique de front unique, pour suivre la pente que les masses prenaient, de concessions en concessions, ont rogné peu à peu tout le programme révolutionnaire. Aujourd'hui, les organisations trotskystes ne gardent que quelques références trompe-l'oeil : tout leur appareil est entièrement dirigé vers la revendication de la prise en charge du système capitaliste, la revendication du capitalisme d'Etat sous couvert de socialisme.

Le programme révolutionnaire, ensemble des leçons du prolétariat, ne se découpe pas en tranches. Il fait partie intégrante de ce programme, de dénoncer sans compromis possible les partis qui ont trahi la classe et assument depuis plus de 50 ans le rôle de bourreau. Ne pas le faire, c'est renoncer à tout un pan des leçons acquises. Et quand un pan s'en va, une brèche s'ouvre, et sous la force de l'idéologie dominante, le reste part en lambeaux.

D.T.

LA CHINE, FONDE DE POUVOIR DU BLOC AMERICAIN

Depuis plus de 30 ans, les deux grands impérialismes ou leurs sous-impérialismes respectifs se sont affrontés dans des conflits locaux, et se retrouvent devant la nécessité de se préparer à une éventuelle 3ème guerre mondiale. La Chine, face à cette perspective, n'est pas en reste, tant du point de vue interne où sur tous les terrains politique, économique et militaire- le leitmotiv est celui de la nécessité absolue du renforcement du rôle de l'Etat, que sur le plan extérieur, où elle devient le fondé de pouvoir du bloc américain pour faire aboutir les éventuelles hésitations des pays qui se trouvent dans sa zone d'influence.

Rien de fondamentalement nouveau ne se dégage dans la politique interne chinoise depuis que la fraction Hua-Kuo-Feng est au pouvoir, sinon une très nette accélération du renforcement de l'appareil d'Etat. Cela se traduit, au niveau politique, par la purge de la bande des quatre, qui, durant 13 mois, a été la cible quasi obsessionnelle de la nouvelle clique au pouvoir. Plus récemment, le recours aux exécutions s'est multiplié, et l'on assiste à une accélération de l'épuration du personnel politique. L'objectif principal du PCC est l'élimination à n'importe quel prix d'oppositions indésirables, et, pour ce la, nécessité, comme l'affirme son représentant Hua-Kuo-Feng qu'il faut "consolider et renforcer les organes dirigeants de l'Etat aux échelons locaux comme à l'échelon central". On ne saurait être plus clair !

Du point de vue de la politique internationale, là encore, il y a confirmation de l'orientation prise par la Chine déjà depuis quelques années. En effet, dans les derniers mois, elle a fait des efforts pour resserrer les liens économiques et militaires avec le bloc occidental comme en témoignent les récentes visites des principaux représentants de ce bloc (USA, Allemagne fédérale, Japon, Grande-Bretagne, etc.). Il ne s'agit donc plus de louvoyZ vers l'un ou l'autre bloc -bien qu'un changement soit toujours possible dans certaines circonstances-, mais de s'intégrer davantage dans le bloc de l'ouest. Cela se vérifie dans l'acharnement et l'exaltation qu'elle développe pour dénoncer l'URSS, et dans eon attachement à saluer tout acte de rupture avec celle-ci, surtout lorsque cette rupture comporte un rapprochement immédiat avec le bloc américain.

Les articles ci-dessous illustrent le rôle de garde-chiourme de la Chine qui peut faire pression (Albanie) en rappelant à l'ordre pour éviter toute tentative velléitaire qui pourrait rapprocher du bloc russe, et peut déployer un jeu diplomatique tortueux bien élaboré et orchestré pour ramener dans le giron américain les pays qui tergiversent encore. Depuis que se sont formés les deux blocs en Indochine, à la fin de la guerre du Viêt-Nam, Us conflits armés frontaliers entre les différents pays de l'Asie du Sud-Est n'ont pratiquement pas cessé. Ils se sont manifestés d'une part entre le Viêt-Nam et le Cambodge, et entre la Thaïlande, le Laos et le Viêt-Nam, d'autre part. Si aujourd'hui on assiste à une apparente accalmie et à une politique d'"ouverture", cela manifeste non pas l'arrêt des conflits dans cette sphère géographique, mais un réajustement dans le renforcement des blocs. Il est indéniable que c'est le bloc américain qui Unce l'offensive, car au niveau économique il a plus à offrir que le bloc de Vtit. L'intérêt qu'a ce premier pour ces paysy ne réside pas tant dans les potentialités économiques comme le dit si justement Eduard Heath (ancien premier ministre anglais), qui estime qu'il ne faut pas s'attendre à un développement spectaculaire des achats de ces pays à V'étranger, mais dans l'importance militaire et stratégique qu'ils représentent pour un conflit impérialiste généralisé.

Quel que soit son désir d'indépendance, chaque pays est contraint de s'intégrer dans un bloc. C'est ce que se charge de faire comprendre la Chine aux pays sous sa tutelle, qui douteraient d'une telle contrainte.

ALBANIE

LES CONTRADICTIONS DE L'ALBANIE

• Depuis la mort du "Grand Timonier", nous avons vu la bourgeoisie chinoise s'entre-déchirer pour mettre au pouvoir la fraction la mieux adaptée aux nécessités du capital national. L'échec de la bande des quatre et l'arrivée au pouvoir de soi-disant tendances de droite fut la cause du désarroi parmi les admirateurs inconditionnels du capitalisme d'Etat chinois.

Les rangs des maoïstes furent particulièrement ébranlés par ces revirements successifs, ne sachant plus à quel saint idéologique se vouer. Mais ces gens-là ne manquent pas de ressources et si la Chine "trahit", il existe, d'après eux, un bastion socialiste qui serait le défenseur des principes prolétariens : l'Albanie. De "l'Humanité Rouge" en perdition ne reste plus qu'un "noyau dur" resté fidèle à la Chine, le reste se perdant en scissions. Le PCR, reprenant le flambeau, a choisi l'Albanie .

C'est ainsi qu'il y aurait, dans ce pays, "une pratique quotidienne de l'internationalisme prolétarien" ("Le quotidien du peuple").

L'OCT emboite le pas : "Il faut maintenant choisir : ou revenir aux positions de principes rappelées par l'Albanie ou rester des "révisionnistes pro-chinois". Ceux-là ont choisi de revenir aux positions de principe en faisant leur la critique faite par le Parti des Travailleurs Albanais de la "funeste théorie des Trois Mondes" développée par les dirigeants chinois. Cette théorie qui déclenche les foudres des gauchistes ne sert qu'à justifier la politique pro-américaine de la Chine.

La phrase selon laquelle "les ennemis de mes ennemis sont mes amis" démontre simplement l'opposition entre l'URSS et la Chine et l'intégration de cette dernière au bloc américain. Si l'Albanie critique cette orientation, ce n'est pas pour sauvegarder de pseudo-principes prolétariens (n'en déplaise aux maoïstes), mais bien parce que ses intérêts nationaux ne vont pas dans le même sens. La politique de l'Albanie est nécessairement liée à sa position géographique. Très loin de la Chine, ce petit pays d'une surface comparable à la superficie de deux départements français est très arriéré, très faible économiquement, restant essentiellement agricole. Il ne peut donc en aucun cas se passer de V aide chinoise. Son seul intérêt est de posséder une façade sur la mer. C'est pour cela que l'Albanie représente un enjeu stratégique. En outre, ce pays se trouve juste dans la zone frontière entre les deux blocs, coincé entre deux pays pro-américains : la Grèce et la Yougoslavie. Son existence comme nation est perpétuellement menacée.

Or, actuellement, la politique extérieure de la Chine représente un danger pour son autonomie nationale. En effet, nous avons assisté dernièrement à un rapprochement très net (échanges commerciaux multipliés par quatre) entre le vieil ennemi héréditaire, la Yougoslavie, et la Chine. Il suffit de se rappeler les tentatives de Tito d'annexer l'Albanie pour comprendre les craintes des dirigeants staliniens de ce pays. En outre les relations entre Tito et Pékin revêtent une plus grande importance, tant du point de vue économique que stratégique. Du côté chinois (et donc américain) les liens ainsi rétablis relèguent au second plan l'intérêt; que pouvait représenter jusqu'à présent l'Albanie. Or, il est vital pour celle-ci que la Chine maintienne son aide.

Loin d'être une querelle idéologique, la distanciation des relations entre Tirana et Pékin correspond à une résistance du Parti du Travail Albanais à la politique chinoise d'intégration renforcée au bloc américain.

Mais dans la période de crise que traverse le capital mondial, actuellement, toute vélléité d'indépendance est une utopie. Le renforcement permanent des rivalités inter-impérialistes oblige chaque nation à se ranger dans un bloc. Par son extrême faiblesse et malgré le slogan prétentieux du PTA : "vivre, lutter, travailler, comme dans les conditions de l'encerclement", l'Albanie n'échappe pas à la règle.

De plus, son sort est directement lié à l'instabilité politique des Balkans. Les conflits inter-impérialistes ayant tendance à se rapprocher vers les centres industriels, cette région constitue à terme un lieu qui pourrait devenir un nouveau point d'affrontement entre les blocs. L'instabilité qui pourrait s'y manifester, avec la mort de Tito par exemple, serait un facteur important pour l'évolution de la situation dans cette partie du globe.

J.Dumay

CAMBODGE

L'OUVERTURE SUR LE BLOC

• Après plus de deux ans d'interrogations inquiètes, de lamentations, de pleurs de crocodiles à propos du Cambodge, la bourgeoisie mondiale vient de faire la connaissance du chef du gouvernement cambodgien. Jusque là, ses seules informations sur le Kampuchéa démocratique ne filtraient que par l'intermédiaire de ses réfugiés en Thaïlande, au Vietnam, ou par l'annonce de ses faits militaires sur les trois frontières qui le délimitent.

Il semble d'abord que cette sortie ne s'est pas faite sans une toilette appropriée. En la personne de Pol Pot, ce n'est pas seulement le chef du gouvernement cambodgien que Pékin reçoit mais le secrétaire du comité central d'un "parti communiste khmer" : la carte de visite semble plus respectable sur la scène du commerce mondial que celle d'une organisation enfouie dans la clandestinité des forêts telles que "l'Angka". De plus, il est apparu que les anciennes sympathies pour la bande des quatre, de la part de Phnom-Penh, ont été mises sous le manteau pour cette visite où les nouveaux dirigeants chinois ont accueilli Pol Pot avec le plus grand cérémonial.

En réalité, derrière la solennité et la ferveur des déclarations qui ont sanctionné de part et d'autre ce voyage, se sont dévoilées deux réalités beaucoup plus crues. D'une part, la politique d'indépendance nationale forcenée du Cambodge, allant jusqu'à faire du pays un véritable camp retranché, commence à prendre fin, prouvant par là que, comme toute autre nation capitaliste, le Cambodge ne pouvait que rentrer tôt ou tard sur la scène du commerce mondial; que la force des lois du capitalisme vient à bout de toute velléité autarcique; que le cri de guerre est toujours et partout : "exporter ou mourir". A une autre échelle, la politique chinoise en a donné ces dernières années la démonstration la plus éclatante.

D'autre part, et ce d'une manière plus marquante, s'est révélé l'enjeu que devenait le Cambodge pour les impérialismes qui se confrontent dans l'ensemble du Sud-Est asiatique. En témoignent les déclarations de Pol Pot à Pékin qui ont évité aussi bien de réveiller les démons à l'albanaise, en critiquant la thèse des*trois mondes'du grand timonier que de reprendre les thèses anti-soviétiques de la Chine. Tout le monde semble ainsi convié à la table cambodgienne, alors que dans les rizières règnent la surexploitation et la famine. L'URSS, de son côté, n'a d'ailleurs pas fait la sourde oreille à cette invite en adressant son satisfecit chaleureux à la politique du PCK, oubliant purement et simplement ses vieilles réticences dans la défense des khmers rouges.

Dans un contexte international où "non-alignement", "indépendance" sont des expressions totalement vides de sens, l'alternative qui se présente à la bourgeoisie cambodgienne n'est que la suivante : s'intégrer sous l'aile de la Chine au bloc américain, ou suivre la voie vietnamienne tout en sachant que, comme Hanoï, Phnom-Penh trouverait difficilement dans la sphère russe un soutien économique quelconque. En réalité, si, aujourd'hui, la politique de Phnom-Pehn qui consiste à faire du pied aux deux blocs peut faire monter les enchères, elle ne sera que temporaire et la même contrainte qui la conduit à abandonner son autarcie, à l'heure de l'accélération des tensions inter-impérialistes, la conduira inévitablement à s'intégrer dans le renforcement de l'un ou l'autre bloc.

Parallèlement à cette "ouverture", il est significatif de constater que tous les cris scandalisés des fractions de droite ou de gauche de la bourgeoisie mondiale à propos des "atteintes aux droits de l'homme" au Cambodge, commencent à faire place à des attitudes moins effarouchées et de plus grande considération, qui ne sont en fait que la froide expression de leurs intérêts impérialistes respectifs.

La pureté tiers-mondiste du P.C.I.

• C'est, sans doute, en souvenir des "frissons exotico-progressistes d'un enfant de Neuilly" que le littérateur Régis Debray, qui fait pâmer d'admiration ces dames du Tout-Paris, a versé le montant du prix Femina couronnant son . dernier roman à la Ligue "Communiste Révolutionnaire", en ces termes : "Vous avez été la seule organisation politique française à commenter comme il convient le lOème anniversaire de la mort du Che".

S'il n'est pas dans nos habitudes de nous mêler des effusions de gratitude entre les petits-fils de Noske et les cousins turbulents de Marchais, nous tenons tout de même à signaler que quelque chose ne va pas au royaume du tiers-mondisme. Monsieur Debray, en effet, ne devrait pas ignorer que le journal "Le Prolétaire", organe du Parti Communiste International, dans sa course à la braderie des principes communistes, commente en ces termes 1'anniversaire du patriote barbu né avec 60 ans de retard : "Sa mort marque la fin de la vague anti-impérialiste qui a secoué l'Amérique Latine au lendemain de la 2ème guerre mondiale, vaque dont il exprimait l'aile la plus radicale, "la révolution paysanne", ou encore,: "Guidé par le principe du besoin de la violence révolutionnaire, principe que les réformistes socialistes et staliniens avaient foulé aux pieds, ce programme (celui de l'OLAS) donnait au mouvement révolutionnaire dans toute Taire allant du sud du Rio Grande à la 'Patagonie le but commun de battre la Sainte-Alliance, impérialisme-oligarchies locales, au moyen de la lutte année dirigée contre les Etats locaux qu'il faudrait détruire". Il eût, donc été de bon ton que l'auteur de "La Neige brûle" versât, ne serait-ce qu'une obole au PCI.

Mais peut-être*dans ses souscriptionss l'ancien philosophe a été arrêté devant le nom du PCI par le souvenir d'un article du "Prolétaire" de déc. 67 (n° 49) qui dit : "Nous avons défini la positiondes Castros et des Guevaras, derniers "apostats" de la Sainte-Famille moscovite, comme un "stalinisme honteux" une tentative d'assaisonner la vieille plateforme politique stalinienne avec le "piment héroïque" de la guerilla puisé dans le romantisme anarchiste qui conçoit la révolution comme "la multiplication des coups de main armés de minorités décidées indépendamment de la lutte de classes". Apparemment, si M. Debray est insensible à la ligne programmatique qui va de 1848 à nos jours, et dont se réclame le PCI, il est certain qu'il ne¿aurait encore longtemps rester indifférent aux tournants constants de celui-ci comme celui qui va de 67 à 77 par exemple. Verra.-t-on, un jour, le PCI financé par un "salopard" du genre Debray ? De l'application ou non des stricts principes communistes qui ne souffrent aucun opportunisme dépend la suite des événements.

P.N.

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

La réunion publique de RI à Paris s'est tenue sur le thème de l'"autonomie ouvrière". Les défenseurs de l'"autonomie ouvrière"aujourd'hui théorisent la constitution de groupes ouvriers "indépendants" dans les usines comme un moment d'organisation ouvrière qui servirait ultérieurement de tremplin à la lutte généralisée de la classe. En fait, ces autonomes qui se revendiquent d'être une expression nouvelle et avancée du prolétariat aujourd'hui ne sont pas une organisation politique de la classe et ils s'en défendent puisque leur "autonomie" réside dans le rejet de tout "parti" et de tout programme ; il ne sont pas non plus une organisation unitaire, ni même une expression momentanée et conjoncturelle de la lutte de classe ; ils ne sont constitués que d'une toute petite minorité d'individus mais qui se prennent pour les représentants patentés et attitrés de toute la classe ouvrière...

Quant aux idées qu'ils véhiculent, loin d'être "nouvelles", elles ne font que reprendre celles défendues depuis Proudhon jusqu'aux Unions allemandes,en passant par toutes les variantes dont des Bakounine, Sorel, Gramsci, etc. se sont faits les porte-parole . L'autonomie de la classe ouvrière ne se développe pas à travers des "petits" groupes ; elle est fondamentalement celle de l'ensemble de la classe prenant en main son combat contre l'ordre capitaliste et qui se constitue en force autonome dans ses organisations de classe, les conseils et le parti.

Dans la discussion qui a suivi l'exposé, nous avons engagé le débat à la fois avec des camarades défenseurs de l'"autonomie" et des camarades du PCI. Face aux premiers qui voient un important "mouvement social" dans la formation de quelques groupes d'usines, nous avons répondu que, lorsque, au mieux, de tels cercles pouvaient tendre à se généraliser dans un moment de lutte de classe développée, ce sont des lieux ouverts dans lesquels les révolutionnaires interviennent en tant que tels ; quand il ne s'agit pas tout simplement de quelques éléments en rupture avec le gauchisme qui trouvent ainsi une justification à leur rejet viscéral de toute "organisation" et à leur immédiatisme ouvriériste.

En tout état de cause, même dans le premier cas, il ne s'agit pas d'emboucher des trompettes mais de défendre en leur sein les positions de classe du prolétariat. Quant au PCI, qui, lui réduit tout problème au fait que la classe ouvrière ne peut avoir qu'une conscience "trade-unioniste" et que le parti, détenteur du programme "intégral" et de la conscience de la classe ouvrière doit "se souder" les "masses" derrière lui, nous avons répondu qu'il n'existe de conscience "achevée" ni dans le parti, ni nulle part. Le parti est une manifestation du processus de prise de conscience au sein de la classe et un facteur actif de ce processus. Mais, loin d'être une entité séparée et idolâtrée, détentrice d'une quelconque intégralité de la conscience, il est une partie de la classe ouvrière et en constante relation avec elle.

Pour conclure, nous voulons saluer la présence de camarades du PCI, de"Combat pour l'Autonomie Ouvrière" et de sympathisants du PIC à notre réunion. Depuis toujours, nous avons insisté sur l'importance et la nécessité des débats publics entre les révolutionnaires et nous considérons que dans la période présente de faiblesse et d'éparpillement des forces révolutionnaires,toutes les tentatives de confrontation des idées ne peuvent qu'être positives dans le sens de la clarification et de la contribution aux efforts de la classe vers sa prise de conscience.

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial,c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

Révolution Internationale, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

Bordeaux
21 janvier : "Ce qu'est et ce que n'est pas l'autonomie ouvrière"
11 février : "Rupture de l'Union de la Gauche mais accord contre la classe ouvrière".
Permanences : Librairie 33, 26 rue St James, les premiers mercredis de chaque mois de 17 h. à 19 h. et les derniers samedis de chaque mois de 16 h. à 19 h.

Dijon
Réunion publique : 14 janvier, à 17 h., à la MJC Maladière, rue Balzac (sujet non fixé).
Permanences : 2ème et 4ème jeudis de chaque mois, de 17 h. 30 à 18 h. 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

Le Havre
Réunion publique : 14 janvier, 15 h., Salle des Sociétés,56,rue A. France, "Les élections contre la classe ouvrière".

Lyon
Permanences: 11 janvier, à 18 h. à la Brasserie de l'Etoile,1,cours Gambetta.

Marseille
Permanences : les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h. à 21 h., même endroit.

Mulhouse
Permanences : le 1er mercredi de chaque mois, à 17 h., "La mémoire du futur", 1 bd du Président Roosevelt.

Paris
7 janvier : "Hier, aujourd'hui, demain, PC/PS contre la classe ouvrière".
5 février : "Avec ou sans des mesures de "gauche", comment l'alternative reste : guerre mondiale ou révolution prolétarienne mondiale".
Permanences : tous les samedis à 16 h., même endroit.

Rouen
Réunion publique : 11 février, 15 h., Halle aux Toiles, "La situation en France à la veille des élections".
Permanences: 27 janvier, 20 h. 30, à la Halle aux Toiles.

Toulouse
Réunions publiques : 48, avenue de la République, 20 h. 30.
23 décembre : "Un demi-siècle de décadence".
27 janvier : "Organisation des révolutionnaires et autonomie du prolétariat".

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

ACCION PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

INTERNATIONALISM

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME

BP 2
Etterbeck 4
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :
IKS
Postbus 452
Nijmegen

INTERNACIONALISMO

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

RIVOLUZIONE INTERNATIONALE

CP 469
80100 Napoli (Italie)

WORLD REVOLUTION (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.
Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE n° 12 :
- Octobre 17, début de la révolution prolétarienne,
- La crise en URSS et dans les pays de l'Est,
- Le chemin difficile du regroupement des révolutionnaires (lettre ouverte à la Conférence d'Oslo de sept. 77),
- Quelques questions au CCI (CWO) - et quelques réponses,
- La CWO, passé, présent et futur: texte des scissionnistes d'Aberdeen et d'Edimbourg.

Les 30 avril et 1er mai 1977 s'est tenue une Conférence organisée par le Parti Communiste Internationaliste(Battaglia Communista)à laquelle nous avons participé. Le compte rendu vient d'être publié.Nous engageons vivement les lecteurs à le lire (4 F).

INTERVENTION

Le 10 décembre dernier s'est tenu à Bordeaux, à l'initiative de la Fédération Anarchiste, une réunion de soutien aux "dissidents" des pays de l'Est,réunion animée par des dissidents russes, hongrois ou roumains. Les propos tenus par ceux-ci, tout comme les réponses faites à nos interventions, n'ont fait que confirmer la nature bourgeoise de ce courant dissident du capitalisme d'Etat et qu'illustre de façon claire leur fonction anti-ouvrière de rabatteurs pour l'idéologie de guerre de la bourgeoisie qu'est la croisade des droits de l'homme lancée par l'administration Carter.

En effet, pour ces gens-là, il n'y a qu'une issue et qu'un moyen à la situation intolérable faite aux prolétaires du bloc russe : la démocratie et la lutte démocratique. De même, il n'y a qu'une explication aux causes du capitalisme d'Etat russe, "c'est qu'il y a eu une révolution violente en 1917", et, "même pas une révolution, mais une prise du pouvoir par une minorité, les bolcheviks , guidés par de vieux schémas",ceux du marxisme. Et, dans le comble de la bêtise et de la falsification (anti-stalinienne !), le sommet fut honteusement atteint par l'un de ces pénibles pantins qui déclara, fort sentencieusement, qu'"il n'y avait eu qu'une seule révolution en Russie, celle de février 17", une "révolution démocratique qui, sans les bolcheviks , aurait permis à la Russie de rester ce qu'elle était alors un grand pays". Tous les tsars et Kérensky lui-même peuvent être contents là-haut dans le ciel, ils ont ici, sur terre, des successeurs dans la défense de la "Sainte et Eternelle Russie". Dans cette messe de célébration "orthodoxe" de la démocratie, l'intervention des révolutionnaires fit quelque fracas, puisqu'elle venait dénoncer la perspective démocratie contre totalitarisme, en posant la perspective guerre ou révolution, socialisme ou barbarie, en affirmant la nécessité pour la classe ouvrière de détruire le capitalisme à l'échelle mondiale, à l'Est comme à l'Ouest, en replaçant tous les discours des "dissidents" dans le cadre de la campagne Carter pour les droits de l'homme, en expliquant en quoi ce n'était qu'une idéologie pour embrigader les prolétaires dans la guerre impérialiste

Nous avons aussi enfoncé les bons vieux clous prolétariens sur ce qui concerne la démocratie, la nature d'Octobre et la nécessité pour les prolétaires d'utiliser la violence comme un moyen, et non comme un but pour se libérer du système capitaliste, en rappelant le caractère prolétarien de la révolution, en appuyant sur le fait que sa dégénérescence avait comme principale cause l'échec de la vague révolutionnaire au niveau mondial et le rôle joué par les démocrates de l'époque dans cet écrasement.

Nous avons aussi posé que le dénigrer était d'abord le fait de la bourgeoisie en réponse au prolétariat, que c'était d'abord le fait des Versaillais et des armées blanches avant celui des Communards et des ouvriers russes.

La réponse des dissidents ne fut pas moins ignominieuse que ce qu'ils avaient dit précédemment. Se présentant comme porteurs d'"idées neuves" à nos "vieux et faux schémas", ils reprennent tous leurs arguments, aussi neufs que ceux des mencheviks et de Kautsky à l'époque pour nous asséner ces deux vérités révélatrices de leur pensée bourgeoise, à savoir que "notre vision de la révolution russe était bâtie sur des fables", et que l'idée qu'ils servaient la croisade Carter "venait tout droit de Moscou".

Ce qui donne un avant-goût aux défenseurs du défaitisme révolutionnaire en cas de guerre mondiale de ce qui les attend, mais aussi leur rappelle la nécessité de dénoncer toutes les "dissidences" de la pensée bourgeoise qui n'ont qu'un seul but : dévoyer la lutte de classe.

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

LETTRE A: "TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE"

Parce que nous ne sommes ni dans la nuit de l'avilissement gênerai, ni éblouis par le flamboiement révolutionnaire, il est encore difficile de discerner les lueurs dé la flamme prolétarienne. Dans la grisaille du "no man's land" politique actuel n'est pourtant pas exclu le surgissement de groupes se revendiquant de la révolution dans ses oeuvres vives : destruction de la machine d'Etat,instauration de la dictature du prolétariat pour mettre fin au salariat. Ce qui n'est pas banal, et actualise la réalité du lent éveil du prolétariat, c'est qu'une telle déclaration provient d'une fraction de la classe ouvrière mondiale, en l'occurrence d'Algérie, exploitée par une bourgeoisie nationale ayant succédé à l'oppresseur étranger. A ce double titre, nous considérons comme très importante l'apparition de votre bulletin "Travailleurs immigrés en lutte"(1), paraissant avec une remarquable régularité. Toutefois, nous entendons faire la critique publique de vos faiblesses et autres confusions qui sont très nombreuses.

•Vous vous déclarez "fraction du mouvement communiste international". De toujours, les révolutionnaires se sont placés sur un terrain international. A ce titre, ils ont lutté contre l'oppression des peuples coloniaux, en dénonçant le racisme et la xénophobie. De tout temps, le mouvement ouvrier a prêté une attention soutenue à la question coloniale ; à l'intérieur même des rangs ouvriers, il a fallu combattre les préjugés semés par la classe dominante. De l'AIT à l'Internationale Communiste, il s'agissait d'unir le pIUS étroitement possible en un seul corps tous les prolétaires par-dessus les préjugés racistes, à dépasser les divisions nationales entretenues par la bourgeoisie. Mais, jamais ils n'ont cru au rôle messianique du prolétariat de tel ou tel pays : l'avenir de la révolution sociale se trouve dans les mains de tout le prolétariat. Toute une classe, soudée par une communauté d'intérêts contingents et historiques, doit se dresser contre l'Etat. Toute une armée doit se battre pour le renversement de la bourgeoisie.

Ces dernières années,les travailleurs immigrés en France ont fait preuve d'élan combatif aux côtés de la classe tout entière frappée par la crise. En 63, immigrés et "nationaux" se sont battus ensemble ; dans la Dlupart des grèves qui, depuis, ont éclaté, la classe ouvrière s'est manifestée comme un tout. Dans la période de reflux provisoire, la tentation est forte de présenter les immigrés comme figure d'avant garde du mouvement.

Il serait faux de faire commencer la lutte des immigrés aujourd'hui. Dès avant la première boucherie impérialiste, tant en métropole qu'en Afrique du Sud, d'importantes catégories de travailleurs s'organisaient dans les syndicats ouvriers. Tous mêlés dans une immense mer prolétarienne, et non triés en musulmans, juifs ou catholiques, les prolétaires défilaient derrière leur drapeau de classe le 1er mai. Dans les années 24/25, la Tunisie connut un véritable raz de marée de grèves, dix ans plus tard, le Front Populaire massacra des centaines de fellahs et de travailleurs d'Afrigue du Nord.

Alors, pourquoi se voir comme simple reflet immédiat des luttes à la Sonacotra, de la orève des nettoyeurs du métro et des éboueurs, de l'opposition aux mesures de Stoléru ? Pourquoi faire dépendre son existence essentiellement de la lutte des immigrés ? Votre existence tient à la reprise mondiale du prolétariat. En vous le disant, nous ne voulons rien enlever aux côtés positifs qu'assume votre tribune ; au contraire, celle-ci devrait trouver sa vraie place dans l'arène internationale en ne se laissant pas; obnubiler par des problèmes qui, certes, existent, mais ne sont pas tout.

De préférence, vous cultivez très dangereusement les spécificités de la lutte des immigrés. A une époque de recrudescence dans l'affrontement mondial du prolétariat au capital, c'est une mesquinerie de clocher que de se faire le messager d'une seule fraction du prolétariat. Tout regroupement, toute "fraction du mouvement communiste international" reçoit sa lymphe politique de l'influx nerveux de toute la classe. A priori, elle ne se taille pas un vêtement organisationnel coupé sur le patron "maghrébin" ou tout ce qu'on voudra, parce qu'immédiatement ,1a lutte mondiale en fait craquer toutes les coutures. Et c'est en cela que vous prêtez le flanc à l'attaque de la bourgeoisie qui triomphe en divisant.

Dans votre plateforme, vous déclarez "une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat". Vous laissez donc entendre que ces luttes de "libération nationale"ont quelque chose de progressif qu'il faut soutenir pour les transformer en révolution prolétarienne. En Mao vous avez salué un révolutionnaire-bourgeois pour avoir combattu résolument les féodaux, vous mettez son rôle en contraste avec l'impuissance de la bourgeoisie algérienne. C'est une contradiction criante avec l'autre formulation, correcte : "Au stade de l'impérialisme, il n'existe pas pour les pays arriérés de voie qui leur permettrait de sortir du sous-développement ou, tout au moins, du rapport de domination impérialiste" (votre n° 5, nov. 76 p. 7).

Pour écrire : "Que ce soit l'impérialisme russe qui arme la Syrie, l'impérialisme français et US qui ne ménagent ni leurs portefeuilles, ni leurs arsenaux, ils ont tous les mains rouges de sang" et rendre, en même temps, hommage "à la résistance acharnée des masses libano-palestiniennes admirable .héroïque, et, bien sûr, nous les soutenons sans réserve dans leur combat" (votre n° 4, oct. 76, p. 12), il faut baigner dans une profonde confusion. Tel un maléfice d'un conte des mille et une nuits, le jeu sanglant des super-impérialismes, chassé par la fenêtre se réintroduit dans votre bulletin par le petit trou de la serrure.

Selon les divers pays que vous examinez, vous mettez des lunettes différemment teintées ; selon l'endroit où se trouve le prolétariat, vous soutenez ou vous dénoncez les guerres locales impérialistes, restant sous le charme de la légende de la guerre du FLN algérien. Vous empruntez le verbiage des bourgeoisies bellicistes lorsqu'elles ont besoin de pousser les prolétaires à s'entre-égorger. Un tel langage, fait pour obscurcir la conscience des ouvriers,ne peut pas être celui d'un groupe dont le manifeste se termine justement par les paroles finales du "Manifeste Communiste" ; "Que les classes dirigeantes tremblent devant une révolution prolétarienne. Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont tout un monde à gagner !"

Vous avez pris la défense des fronts de résistance au Liban, au Sahara . A ce dernier, vous reprochez surtout de "rechercher l'appui des bourgeoisies, plutôt que de compter avant tout sur les forces du peuple Sahraoui, des travailleurs marocains, mauritaniens et algériens et d'appeler à leur unité"(votre n° 15, nov. 77). Quelle étrange leçon vous tirez de l'expérience des fronts à travers l'histoire de l'impérialisme ! N'êtes-vous pas en mesure de constater où a mené l'alliance frontiste et le programme nationaliste algériens ? Par contre, face aux risques réels de guerre entre le Maroc et l'Algérie, vous avez avancé le seul mot d'ordre prolétarien:"D'une façon plus générale, il nous faudrait défendre une politique de défaitisme révolutionnaire au Maroc comme en Algérie. Cette position seule correspondant aux intérêts des travailleurs des deux pays" (n° 8, mars 77, p. 9). Nous voulons croire qu'il s'agit d'une évolution de votre part, et non d'une simple jonglerie "dialectique". Mais, là aussi, vous rétrécissez le problème. Comme si la guerre maroco-algérienne était une vulgaire querelle de famille et non pas un moment du conflit permanent de l'impérialisme ! Comme si le défaitisme-révolutionnaire n'intéressait pas les exploités du monde entier, quand même leur bourgeoisie ne les aurait pas encore poussés au charnier. Ainsi, d'une main vous écrivez des proclamations appelant libanais et saharouis à verser leur sang pour une "indépendance" qui n'est pas leur affaire. De l'autre, vous écrivez des proclamations d'encouragement au défaitisme révolutionnaire, aux mutineries de Tantan, Smara et El Ayoum au Maroc.

Très positivement, vous avez reconnu la nature de classe de l'Etat algérien auquel vous refusez tout soutien, et pour ses programmes quinquennaux et pour une guerre éventuelle. Alors que tant de formations, exprimant les intérêts floués d'autres couches de capitalistes d'Etat, jouent aux "oppositionnels" vous avez fait la critique impitoyable d'un régime qui tient en trois mots : production, austérité, répression. Dans de nombreux articles, vous avez démonté les mécanismes de la mascarade démocratique des élections dans un climat de terreur policière. Ce n'était donc pas une révolution prolétarienne qui était déclenchée il y a maintenant 25 ans,dites-vous. Ce n'était pas plus une révolution bourgeoise.

Voyons où en sont le prolétariat et la grande masse des paysans en Algérie. Deux fois plus de travailleurs ont pris le chemin de l'exil, le chômage s'étend comme une nappe d'huile que rien ne peut arrêter, le régime construit plus de mosquées à la gloire d'Allah que d'hôpitaux ou d'écoles élémentaires, la femme reste opprimée, livrée par la famille aux mercantis, la pénurie des biens de première nécessité est devenue chronique et les prix se sont multipliés par 85 en un peu moins de 10 ans. Pendant ce temps, le bakchich et le "piston" font merveille et ouvrent toutes les portes. Vous avez abordé cette série de problèmes d'un point de vue de classe ; vous les avez expliqués comme conséquence de l'exploitation capitaliste supportée par les travailleurs et les fellahs. Et la crise mondiale du capitalisme qui vient tout aggraver. La vague de troubles agraires à Amizmiz, où la troupe marocaine a fait feu sur les paysans, l'agitation sociale des ouvriers contre la vie chère et le gouvernement de Bourguiba à Sfax et aux filatures de Ksar Hellal, la série de grèves très dures des dockers cheminots, conducteurs de bus, éboueurs en Algérie résultent de la crise économique mondiale. Ce mouvement "vaincra comme révolution prolétarienne mondiale ou bien ne vaincra pas".

Voilà que maintenant, tirant dans votre dernier bulletin daté de décembre, le bilan de la manifestation des immigrés à Barbés, vous déplorez le boycott des syndicats et des partis de gauche. Seriez-vous à ce point sans mémoire des exploits colonialistes de ces partis et syndicats que vous qualifiez d'"ouvriers" ? Que le Front Populaire massacra à Metlaoui ? Que le stalinien Tillon fit bombarder le Constantinois ? Que le PS rappela le contingent français en Algérie ? Pensez-vous que si les mairies socialistes et staliniennes parquent les immigrés dans de véritables ghettos, que si leur police municipale se livre aux "ratonnades" se soit en fonction de leur "nature électoraliste", par "bavure" ? Ne pensez-vous pas plutôt que ces partis ont, depuis leur passage dans le camp ennemi, été particulièrement chargés de réprimer les travailleurs, immigrés ou pas, avec ou sans carte électorale ?

La pénible impression que vous donnez de tout mesurer à l'aune "maghrébin", se confirme lorsque vous abordez le problème du parti révolutionnaire. Pour vous, il s'agit d'aller vers la constitution d'un parti "algérien" : "Il faut aux travailleurs algériens une organisation strictement centralisée" (n°15, p. 13). Non seulement vous avez commencé par vous situer sur un terrain étroitement localiste, mais, en plus, vous venez encore parcellariser celui-ci. Cette voie n'augure rien de bon ! et contient tout ce qu'il faut pour dégénérer.

• • •
•

Vous vous voulez "trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle du pays d'origine". Ce souci est-il un appel à la discussion politique publique, dans la presse ou ailleurs, entre formations révolutionnaires comme nous le pensons? Si oui, alors, pourquoi votre groupe n'a-t-il donné aucune suite aux propositions de discussion ouverte que nous vous avons adressées depuis plusieurs mois ? Pour ces raisons, et devant votre silence, nous avons jugé qu'il était de notre responsabilité et de notre travail politique de publier cette présente lettre.

Recevez, camarades, nos salutations communistes.

R.I.

(1) T.I.L. 29, rue Descartes, 75005 PARIS (bien spécifier seulement T.I.L.)

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie,bloc de l'Est,Chine, Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qui exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.